



SWEDD

AUTONOMISATION
DES FEMMES ET
DIVIDENDE
DÉMOGRAPHIQUE
AU SAHEL

SAHEL WOMEN'S
EMPOWERMENT
AND
DEMOGRAPHIC
DIVIDEND

RAPPORT ANNUEL 2022

SECRÉTARIAT TECHNIQUE RÉGIONAL

AOÛT 2023



LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA



Rapport Annuel 2022 (SWEDD)

Rédaction: UNFPA-SWEDD

Conception et mise en page : Is graphic design

Images : Ollivier-Girard, UNFPA Chad,
UNFPA Burkina Faso, UNFPA Cote d'Ivoire

Secrétariat technique régional du SWEDD

Situé au Fonds des Nations Unies pour la Population
Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
Route du King Fahd Palace,
Almadies - PO Box 21090 Dakar, Sénégal

www.sweddafrica.org

PROJET AUTONOMISATION DES FEMMES
ET DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE AU SAHEL - SWEDD

RAPPORT ANNUEL 2022

SECRETARIAT TECHNIQUE REGIONAL





Remerciements

Le Secrétariat Technique Régional (STR) du projet souhaite exprimer sa sincère gratitude à toutes les personnes et organisations qui ont contribué à la mise en œuvre du projet SWEDD dans les pays membres jusqu'à présent. Leur soutien, leur collaboration et leur dévouement sont d'une valeur inestimable en vue de l'engagement en faveur de la santé des femmes et de l'éducation des filles pour l'autonomisation des femmes et la capture du dividende démographique dans le Sahel.

Nos remerciements vont en premier lieu aux ministres membres du Comité Régional de Pilotage (CRP), organe suprême de décision du projet SWEDD et en particulier à son président pour son leadership et son engagement en faveur du projet SWEDD.

Nous remercions spécialement les Unités de Gestion et de Coordination des Pays (UGP/UCP) SWEDD du Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad, pour leur ferme engagement et notre partenaire financier principal, la Banque mondiale pour l'appui sans faille.

Nos remerciements vont à l'endroit des organisations régionales, africaines et de développement parties prenantes du projet que sont, l'OOAS, la CEDEAO, l'Union africaine et l'AFD, pour leurs précieuses contributions, soutien technique et financier nécessaires à la réussite du projet.

Nos remerciements vont également à la Secrétaire générale de la FIFA et aux treize (13) footballeurs internationaux des neuf (9) actuels et (4) nouveaux pays SWEDD, qui d'un élan Africain, ont spontanément accepté de prendre part à la campagne Stronger Together 2022 en faveur de l'éducation des filles et du leadership féminin.

Enfin, nous tenons à remercier l'ensemble de nos partenaires et les personnes qui ont accompagné la mise en œuvre du projet en cours de cette année 2022, et nous nous réjouissons de continuer à travailler ensemble pour promouvoir l'autonomisation des femmes et la capture du dividende démographique dans le Sahel.



Sommaire

Sigles et abréviations	8
Informations générales sur le projet.....	9
Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD).....	9
Avant-propos	11
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	12
INTRODUCTION	15
PRINCIPALES RÉALISATIONS AU COURS DE L'ANNÉE 2022.....	16
COMPOSANTE 1: Améliorer la demande régionale en services de santé et accroître l'autonomisation des femmes et des adolescentes	17
COMPOSANTE 2: Renforcer les capacités régionales et la disponibilité des produits SRMNIN et des agents de santé qualifiés	30
COMPOSANTE 3: Favoriser l'engagement politique et renforcer la capacité d'élaboration des politiques et de mise en oeuvre du projet.....	35
BILAN FINANCIER	45
CONTRAINTES ET RECOMMANDATIONS.....	47
PRIORITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE 2023.....	48
CONCLUSION.....	51
ANNEXES.....	52
Cadre de résultats du projet SWEDD - 2022.....	53
Recommandations CRP 2022 : état de mise en oeuvre	57

Sigles et abréviations

AFD	Agence Française de Développement
AfriYAN	Réseau Africain des jeunes et adolescents en population et développement
BM	Banque Mondiale
CCSC	Communication pour le Changement Social et Comportemental
CEEAC	Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale
CER	Communautés Économiques Régionales
COVID-19	Maladie à Coronavirus 2019
CREG	Consortium Régional de Recherche en Économie Générationnelle
CRP	Comité Régional de Pilotage
DD	Dividende Démographique
ONDD	Observatoire National du Dividende Démographique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OOAS	Organisation Ouest Africaine de la Santé
ORDD	Observatoire Régional du Dividende Démographique
SIGL	Système d'Information en Gestion Logistique
SONU	Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence
SRMNIN	Santé Reproductive, Maternelle, Néonatale, Infantile et Nutritionnelle
STR	Secrétariat Technique Régional
SWEDD	Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend
UA	Union Africaine
UGP	Unité de Gestion du Projet
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
WCARO	West and Central Africa Regional Office

Informations générales sur le projet

Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD)

COMPOSANTES

Composante 1 : Améliorer la demande régionale en services de santé et accroître l'autonomisation des femmes et des adolescentes

Composante 2 : Renforcer la capacité régionale et la disponibilité des produits SRMNIN et des agents de santé qualifiés

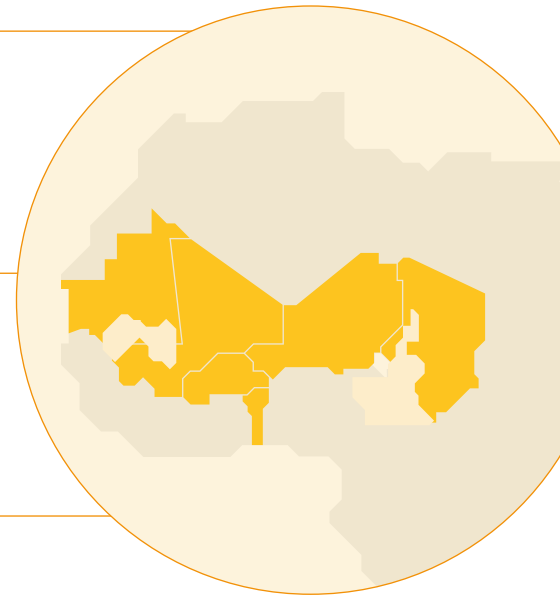
Composante 3 : Favoriser l'engagement et les capacités d'élaboration des politiques et de mise en œuvre du projet

DURÉE

- Phase 1 (2015 -2020)
- Phase 2 (2022-2024)

PAYS MEMBRES

BÉNIN, BURKINA FASO, CAMEROUN, CÔTE D'IVOIRE,
GUINEE, MALI, MAURITANIE, NIGER, TCHAD



CATEGORIES DE CIBLES

Cibles primaires : Femmes et Adolescentes des 09 pays

Cibles secondaires : Enfants, Hommes, Personnel de santé, Gouvernements, Membres de la société civile, Leaders religieux et communautaires.

PARTENAIRES

- Banque Mondiale
- UNFPA
- OOAS
- UA
- AFD



Avant-propos

Lancée en 2015 suite à l'appel des Chefs d'État de six pays (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) fondateurs du Projet Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel, cette initiative régionale de réduction des inégalités de genre et de lutte contre la vulnérabilité des adolescentes et des jeunes femmes met en œuvre de façon créatrice et holistique les approches dites des « 4E » (émancipation des femmes, extension de l'accès aux services de santé génésique, éducation des filles et emploi). Elle a pour but d'accélérer la transition démographique dans les pays du Sahel.

Au fil des années, le SWEDD s'impose comme un puissant outil d'intégration régionale positionnant l'autonomisation des femmes au cœur des politiques publiques. Il incite les pays à investir davantage dans la lutte contre la vulnérabilité des adolescentes et des jeunes filles pour en faire des citoyennes participant activement au développement économique et social de leur pays. Il s'est construit sur un partenariat fécond entre les pays et les institutions d'appui au développement : la Banque Mondiale, le Fonds des Nations pour la Population (UNFPA), l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS), l'Union Africaine et l'Agence Française de Développement (AFD).

L'année 2022 a été témoin de la mise en œuvre de la phase 2 du Projet SWEDD et de l'engagement de quatre autres pays (Congo, Gambie, Sénégal et Togo) à rejoindre ce partenariat au service de l'autonomisation des femmes en vue de la capture du dividende démographique.

Certes des progrès importants sont enregistrés sur la voie de la transformation de la vie des adolescentes et jeunes femmes dans les pays qui expérimentent le Projet SWEDD. Mais force est de reconnaître que des besoins nouveaux se sont faits pressants avec les crises sécuritaire, politique et sanitaire qui ont affecté nombre de pays du Projet SWEDD. Ce sont là des défis importants qui commandent des interventions plus intelligentes et mieux adaptées aux exigences des situations que connaissent les pays à différents niveaux de mise en œuvre de leur projet.

Une particularité de ce projet est le rôle important du Comité Régional de Pilotage, instance de gouvernance animée par les Ministres de tutelle. Cela indique bien que ce projet est sous l'orientation des décideurs des pays. Aussi, au nom du Comité Régional de Pilotage, je voudrais réaffirmer l'engagement des pays à faire du Projet SWEDD un modèle novateur d'intégration régionale, de partenariat fructueux entre les institutions de développement et les pays. Il a pour but de faire du capital humain le socle de la productivité et de la prospérité à bâtir dans les pays avec les talents des adolescentes et des jeunes femmes.

Enfin, je voudrais remercier tous les partenaires engagés dans cette belle aventure humaine avec la diversité de leur contribution pour faire du Projet SWEDD un succès toujours éclatant. Il s'agit particulièrement de la Banque Mondiale, de l'UNFPA, de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS), de l'Union Africaine et de l'Agence Française de Développement (AFD).

Monsieur Ousmane Mamoudou Kane

Président en exercice du Comité Régional de Pilotage du Projet SWEDD



1

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'année 2022 marque la relance des activités suite à la levée des restrictions liées à la pandémie de la Covid-19. Le passage à l'échelle des activités a été amorcé dans le cadre de la phase 2 du Projet SWEDD. L'extension du projet s'est poursuivie avec l'accompagnement de quatre nouveaux pays (Congo, Gambie, Sénégal et Togo) dans la préparation de leur document de projet (Project Appraisal Document (PAD)). Globalement, des résultats significatifs ont été enregistrés en même temps que des défis nouveaux sont apparus pour l'assistance technique à délivrer aux pays.

Au titre de la composante 1, l'année 2022 a été marquée par plusieurs réalisations. En premier lieu, la finalisation et la validation des stratégies de communication pour le changement social et comportemental (CCSC) pour la Guinée, le Bénin, le Cameroun et la Mauritanie. En second lieu, la conduite de la Campagne Stronger Together sur le thème : « Éducation des filles et leadership féminin », accompagnée de l'animation de la campagne digitale, le renforcement des capacités des acteurs, la finalisation de la plateforme de gestion des connaissances et du nouveau site internet SWEDD. Et enfin, la mobilisation des célébrités du football en faveur de la scolarisation des filles. Les activités de CCSC ont permis d'enregistrer des résultats variés et multiformes en appui aux différents volets du Projet dans les pays.

Les interventions communautaires visant l'autonomisation des femmes ont connu un début de mise à l'échelle. Les espaces sûrs sont implantés tant en milieu communautaire que dans les établissements scolaires pour préparer les adolescentes et les jeunes femmes au leadership et à l'acquisition des compétences de vie indispensables à l'autonomisation. Le curriculum d'animation est utilisé par les mentors. Le curriculum révisé est utilisé par les facilitateurs pour préparer les maris et la future génération à la masculinité positive. 2111 espaces sûrs, 506 clubs de futurs maris et 500 Clubs de maris (Mali) ont été mis en place en 2022 avec une moyenne de bénéficiaires par catégorie de 55, 16 et 15 respectivement. Une harmonisation et une intégration des approches d'intervention communautaire ont été

réalisées au Niger et au Cameroun. Cet exercice sera poursuivi dans les autres pays.

Les nouveaux pays (Cameroun, Guinée et Bénin) ont procédé au développement des sous-projets visant l'autonomisation des femmes pour chaque pays. Toutefois, parmi ces trois pays, seul le Bénin a complété le cycle de développement des sous projets, l'appel d'offre et de recrutement des ONG ainsi que la mise en place des 350 espaces sûrs ayant profité à 27 608 bénéficiaires. Le Cameroun et la Guinée étant au niveau de l'identification des bénéficiaires et à la mise en place des espaces sûrs.

Au titre du maintien des filles à l'école, sur une prévision de 748 645, 891 135 adolescentes ont bénéficié d'au moins une des interventions relatives à la scolarisation (services de transport, hébergement, nourriture, fournitures scolaires, cours supplémentaires). Au niveau de l'autonomisation économique des femmes, les bénéficiaires des interventions soit en formation professionnelle, en crédit ou en subvention d'actif productif sont au nombre de 141 209 adolescentes, jeunes filles et femmes soit 83,2% de l'objectif de 2022. Toutefois, des disparités sont notées notamment entre anciens pays et nouveaux pays (sauf le Bénin).

Au niveau de la composante 2, les pays ont planifié et mis en œuvre des activités déterminantes pour l'accessibilité et la mise à disposition des intrants SR. Il s'agit des contraceptifs et des ressources humaines de qualité dans les zones d'intervention du projet SWEDD. Des réalisations importantes ont été enregistrées. Pour 665 153 nouvelles utilisatrices d'une méthode de contraception moderne ciblées en 2022, 664 167 ont été enregistrées, soit 99,85% des utilisatrices.

Dans le domaine de la formation d'un personnel de santé, une étape importante a été entreprise, celle de l'évaluation et l'analyse des coûts des 03 centres d'excellence (Niger, Côte d'Ivoire et Mali). Ces activités contribuent à la durabilité et l'accréditation des diplômes délivrés selon les normes établies par le Conseil Africain et Malgache de l'Enseignement Supérieur (CAMES).



Au niveau des ressources humaines de santé, 449 sages-femmes ont complété leur formation de base par des sessions de formation continue de courte durée ceci, dans le cadre de l'assurance qualité des services de santé de la reproduction (SONU, PF y compris PF du post partum et Genre) sur un total de 9 526 sages-femmes formées depuis le début du projet.

Au titre de la composante 3, les réalisations suivantes ont été enregistrées : les équipes de 09 pays du SWEDD ont été formées sur la conception pour soutenir la planification basée sur les évidences, d'une part ainsi que l'utilisation et la mise à jour du modèle d'impact, d'autre part, qui constitue un outil de modélisation permettant non seulement de quantifier les groupes cibles vulnérables mais aussi de déterminer le potentiel de changement. 63 experts pays ont été formés au processus de mise en route de la budgétisation sensible au DD. Le cadre de résultats du Projet régional SWEDD a été revu selon une démarche consultative impliquant toutes les parties prenantes. 41 experts en provenance de 11 pays du Projet SWEDD ont été formés sur les techniques de développement de Policy Briefs prenant en compte le genre. De plus, un état des lieux des réseaux de parlementaires nationaux en matière de population et développement a été réalisé dans 6 pays.

Dans l'optique de l'amélioration du cadre juridique conformément aux thématiques du projet, les experts de la plateforme des juristes et les équipes juridiques des Pays ont travaillé à la finalisation de leurs plans d'actions. Ils se sont basés sur l'analyse situationnelle du contexte juridique dans chaque pays, l'identification des problèmes et des facteurs contextuels, structurels et socio culturels. Ces éléments empêchent la pleine application des lois, règlements et décisions de justice en faveur des femmes, des adolescents et jeunes.

Dans le cadre de la promotion des résultats du Projet SWEDD, un panel de haut niveau sous le thème : « SWEDD : Partenariat pour transformer la vie des femmes et des filles » a été organisé le 27 avril 2022. L'événement a eu lieu en marge de la session de la Commission des Nations Unies sur la population et le développement sous la présidence de Mme Diene Keita, Sous-Secrétaire Générale des Nations Unies et Directrice Adjointe de l'UNFPA.

Au titre du management stratégique du Projet SWEDD, on peut noter la tenue du Comité Régional de Pilotage suivie de la mise en œuvre de certaines recommandations sur l'AT. Ces dernières ont porté notamment sur l'organisation de réunion trimestrielle, sur son repositionnement, l'élaboration du rapport annuel, la mise à jour du rapport d'évaluation et son accord de financement. En outre, les rencontres régionales se sont tenues sur le partage d'expériences en suivi et évaluation ainsi que sur les interventions communautaires et l'accompagnement des pays à la préparation de leur Project Appraisal Document (PAD) et des documents annexes.

L'exécution financière est variable selon les pays. Les ressources financières mobilisées en 2022 au titre de l'assistance technique s'élèvent à 6 821 158 \$ avec un taux d'exécution de 78,6%.

Enfin, pour ce qui est des priorités de l'année 2023, le Projet se focalisera sur le renforcement des acquis en 2022. Ils seront encore plus centrés sur le développement des capacités pour un transfert des compétences vers les pays en vue de l'atteinte des résultats escomptés.



Stronger Together
EDUCATION
DES FILLES
ET
LEADERSHIP
FEMMINILE

RØDE

2 INTRODUCTION

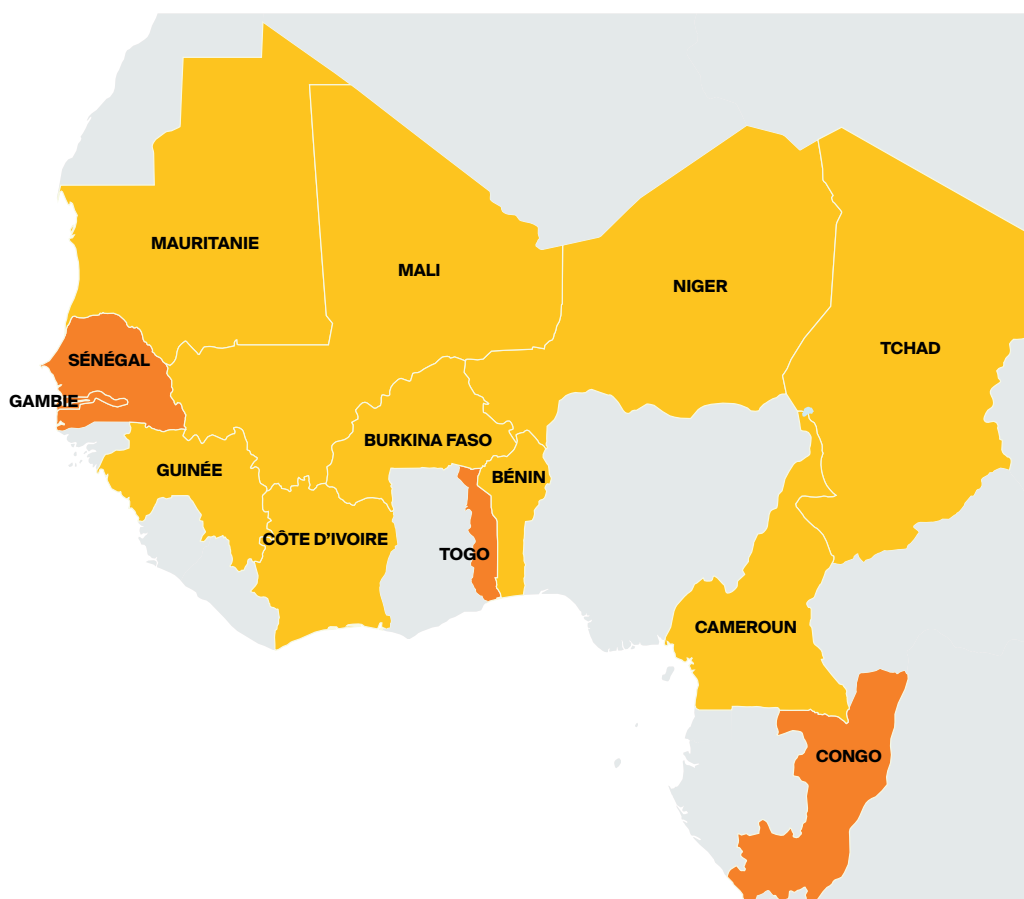
L'année 2022 marque la relance des activités suite à la levée des restrictions liées à la pandémie de la Covid-19. Elle a enregistré le déploiement des activités dans les pays de la phase 2 du Projet Autonomisation des femmes et Dividende démographique au Sahel (SWEDD). En outre, quatre (04) nouveaux pays (Congo, Gambie, Sénégal et Togo) ont fait leur entrée dans le projet pour la phase 3, consacrant l'extension progressive du SWEDD. Ces nouveaux pays ont démarré l'étape de préparation des documents requis pour l'accord de financement de la Banque Mondiale.

La conduite des activités s'est faite dans un climat de passage à l'échelle des interventions du SWEDD avec la mise en œuvre des plans de travail annuels ambitieux. Ces plans permettent d'étendre les interventions du SWEDD et de combler les retards le cas échéant. De plus, les nouveaux pays sont en phase de bouclage de la procédure de soumission de leur

Project Appraisal Document (PAD) et des documents annexes, notamment, les plans de sauvegarde sociale et environnementale, et la mise en place des unités de gestion à partir des fonds de préparation mis à leur disposition.

Les activités menées par les pays sont déployées sous la supervision du Secrétariat technique Régional du Projet SWEDD avec l'accompagnement des bureaux de UNFPA des pays couverts, des partenaires, prestataires et consultants internationaux et nationaux, selon leurs domaines de compétences.

Le présent rapport de l'année 2022 fait le point des progrès réalisés dans la mise en œuvre du SWEDD, les niveaux d'exécution programmatique et financière du plan d'AT, les contraintes et leçons apprises ainsi que les priorités pour l'année 2023. Les réalisations sont présentées par composante et sous-composante du projet.



3

PRINCIPALES RÉALISATIONS AU COURS DE L'ANNÉE 2022





Ce chapitre traite des réalisations enregistrées par les pays. Il est constitué par les éléments recueillis dans les rapports bilans des unités de gestion du Projet SWEDD des pays ainsi que les données des cadres des résultats au niveau régional et au niveau des pays. Il prend aussi en compte les rapports des partenaires d'appui technique à la mise en œuvre des activités.

Le format de présentation du rapport suit la structure des composantes et sous-composantes du projet.

Composante 1

Améliorer la demande régionale en services de santé et accroître l'autonomisation des femmes et des adolescentes

Cette composante vise à accroître la demande pour les services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle par (i) une meilleure sensibilisation de la population à ces services ainsi que par (ii) le renforcement du statut des filles et des femmes.

La composante 1 est le cœur du projet SWEDD. Elle comporte le volet communication pour le changement social et comportemental et les interventions communautaires contribuant à la réduction des vulnérabilités qui affectent les adolescentes et les femmes. Elle est mise en œuvre à travers un paquet d'activités intégrées de formation, de développement des compétences de vie, de santé sexuelle et reproductive, de genre, de formation professionnelle et d'accompagnement des initiatives économiques en vue d'assurer l'autonomisation des jeunes femmes. Cette composante prend également en compte l'éducation des filles et la préparation des hommes à la masculinité positive.

Les principales réalisations au titre de l'année 2022 se présentent comme suit :



Sous – composante 1.1 : Communication pour le Changement Social et Comportemental

L'année 2022 a été marquée par la réalisation de plusieurs projets importants. Tout d'abord la finalisation et la validation des stratégies de communication pour le changement social et comportemental (CCSC) pour la Guinée, le Bénin, le Cameroun et la Mauritanie., Ensuite, la conduite de la Campagne Stronger Together sur le thème : « **Éducation des filles et leadership féminin** », ainsi que l'animation de la campagne digitale et le renforcement des capacités des acteurs. Enfin, la finalisation de la plateforme de gestion des connaissances et du nouveau site internet SWEDD.

La Campagne Stronger Together « plus forts ensemble »

Amplification du plaidoyer de haut niveau et la mobilisation des acteurs influents en faveur de l'autonomisation des femmes et des filles :

Les cérémonies de lancement dans les pays ont été présidées par les ministres de tutelle du SWEDD **avec la participation virtuelle du Président du Comité Régional de Pilotage du Projet SWEDD pour la majorité des pays.**

Au **Bénin**, la ministre de tutelle Mme Véronique Tognifodé, ministre des Affaires Sociales et de la Micro-Finance, a lancé le 8 septembre 2022 une campagne #StrongerTogether centrée sur la réduction des vulnérabilités touchant les adolescentes en vue de les maintenir et les réintégrer à l'école. La lutte contre les grossesses en milieu scolaire a figuré parmi les priorités du SWEDD-Bénin pour cette édition de la campagne. Le 12 octobre 2022, à l'occasion de la Journée Internationale de la Fille, le SWEDD a organisé un événement de plaidoyer présidé par la ministre de tutelle, sous le thème « protection des droits de la fille », dans la ville historique de Ouidah. À cette occasion ont été lancés la distribution de 5 460 kits d'installation aux filles vulnérables déscolarisées et le programme d'insertion professionnelle de 1 200 filles diplômées sans emploi.

Le **Burkina Faso**, de son côté, a marqué le lancement de la campagne le 26 septembre 2022 par une Déclaration interministérielle conjointe autour des thématiques de #StrongerTogether, sous l'égide des ministres de la Santé et de l'Hygiène publique et de l'Éducation nationale.

En **Côte d'Ivoire**, sous l'impulsion de la ministre de tutelle Mme Myss Belmonde Dogo, ministre de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, plusieurs sensibilisations communautaires ont été menées dans différentes régions comptant parmi les filles et les femmes les plus vulnérables du pays. Parmi ces activités figurent les lancements de la campagne le 3 octobre 2022 à Bondoukou et le 19 octobre à Korhogo, ainsi que la tenue le 27 octobre d'un débat gouvernemental autour des thématiques de la campagne.

Au **Mali**, le ministre de tutelle M. Bréhima Kamena, ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du territoire et de la Population, a lancé la campagne au côté de M. Wadidié Founè Coulibaly, Ministre de la Promotion de la femme, de l'enfant et de la famille.

En **Guinée**, le lancement de la campagne a été couplé avec le lancement du projet SWEDD, le 20 mai 2022 à Labé, en présence du Premier ministre M. Mohamed Béavogui, et du Dr Lanciné Condé, ministre de l'Économie, des Finances et du Plan.

Au **Tchad**, le ministre de tutelle du projet SWEDD, M. Moussa Baraki, ministre de la Prospective Économique et des Partenariats Internationaux, a donné le lancement de la campagne avec le ministre de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique. Une campagne communautaire exemplaire a été menée dans ce pays, impliquant les autorités administratives et militaires, mais aussi les leaders religieux, les jeunes d'AfriYan, les femmes modèles du projet SWEDD et la société civile. Plusieurs conférences débats ont été organisées autour de la question de la réinsertion des filles déscolarisées, sous la houlette du ministère en charge de la Femme.

En **Mauritanie**, la campagne a été lancée en décembre 2022 par le ministre des Affaires Economiques et de la Promotion des Secteurs Productifs, M. Mamoudou Ousmane Kane, en marge de la première rencontre des parlementaires des pays SWEDD. Cette rencontre a eu lieu à Nouakchott du 20 au 22 décembre 2022 donnant l'opportunité d'une implication de nouveaux acteurs.

Nombre d'activités ont été menées entre janvier et mars 2023, notamment la réactualisation de la stratégie nationale CCSC pour adapter les outils de communication aux différents types de publics cible, également, le renforcement des capacités des journalistes de la zone d'intervention du projet via deux ateliers et la sensibilisation en milieu scolaire. Une campagne en milieu scolaire a touché 55 établissements secondaires à travers le pays. Une caravane a été lancée à Néma par le Ministre de l'Éducation nationale, touchant **45 000 élèves et 800 enseignants**. Les interventions dans les écoles ont été faites conjointement par des imams et des sages-femmes, qui ont répondu aux questions des adolescents. Enfin, l'audience de la page Facebook de la campagne a doublé depuis décembre 2022, s'établissant à **4 400 abonnés**.

Dans chacun des pays participants, l'édition 2022 a permis d'impliquer plus de 100 autorités et acteurs influents. Citons, les ministres, les représentants des partenaires, les chefs religieux et traditionnels, les célébrités nationales, les femmes modèles et les jeunes.

14 célébrités du monde du football mobilisées pour la scolarisation des filles

Dans le cadre des partenariats innovants pour la scolarisation des filles, le STR a initié une activité de mobilisation de quatorze (14) célébrités du monde du football africain des treize (13) pays SWEDD autour des questions d'autonomisation des femmes et jeunes filles et de capture du dividende démographique.

Le Projet SWEDD a tenu à tirer profit de la notoriété et de l'influence que les footballeurs exercent sur des milliers de populations, en particulier les jeunes, pour lancer une campagne de sensibilisation impliquant des acteurs du monde du football. En outre, la plupart des footballeurs africains sont des acteurs de développement communautaire à travers des activités philanthropiques et sociales dans le domaine de l'éducation et de la santé. La finalité de ce partenariat est d'impliquer les footballeurs et notamment leurs fondations pour le soutien aux activités d'autonomisation des femmes dans leur pays respectif.

Acteurs mobilisés par la campagne Stronger Together:

- Autorités publiques et locales (**9 Gouvernements des pays SWEDD, 9 UGPs**)
- **17 Célébrités de la musique**
- **14 Célébrités du Football**
- **46 Ambassadeurs** communautaires pour la lutte contre la violence basée sur le genre
- **10 Médias** nationaux, régionaux et internationaux
- **967 Leaders** religieux et traditionnels
- **38 Femmes et jeunes filles** modèles.



L'ÉQUIPE PANAFRICAINNE SWEDD DE FOOTBALL

#StrongerTogether @CampagneSWEDD #SWEDD



Mme Fatma Samba Diouf Samoura, Secrétaire Générale de la FIFA ainsi que 13 Footballeurs africains de renom ont enregistré des vidéos de soutien à la campagne: Steve Mounié (Bénin), Jonathan Pitropa (Burkina Faso), Henri Patrick Mboma (Cameroun), Trésor Lua Lua (Congo), Salomon Kalou (Côte d'Ivoire), Steve Trawally (Gambie), Josuha Guilavogui (Guinée), Amadou Haidara (Mali), Cheikh El Khalil Moulaye Ahmed dit Bessam (Mauritanie), Youssouf Alio Oumarou dit Balé (Niger), (Alassane Ndour (Sénégal), Rodrigue Casimir Ninga (Tchad) et Sheyi Emmanuel Adebayor (Togo).

Bonnes pratiques CCSC 2022 :

Burkina Faso : les autorités religieuses et coutumières au cœur de la campagne

La campagne a été marquée par la publication d'une déclaration ministérielle conjointe entre le ministre de la santé et de l'hygiène publique (ministre tutelle) et le ministre en charge de l'éducation nationale autour des thématiques de la Campagne. Des activités de sensibilisation des autorités religieuses et coutumières ont été organisées dans les localités de Boussouma et de Dédougou du 26 au 28 septembre 2022. L'UGP a pu compter sur les radios communautaires et les réseaux sociaux pour la diffusion des messages de la campagne en particulier le Single. Au total, 11 radios communautaires ont été mobilisées pour diffuser les émissions produites par des spécialistes, bénéficiaires et personnes ressources des directions déconcentrées du ministère de l'Éducation dans les deux localités cibles.

La mobilisation des chefs religieux et traditionnels dans les caravanes de la campagne a permis d'annuler 301 mariages précoces, dont 230 cas impliquant des filles âgées de 12 à 18 ans et 2 231 filles en situation de décrochage scolaire qui ont repris le chemin de l'école.

Le renforcement des capacités a concerné plus de 100 chefs religieux et traditionnels en vue de leur participation à des conférences nationales et internationales sur les thèmes du projet SWEDD.

Aussi, a-t-on noté l'élection des ambassadeurs communautaires de la lutte contre la violence sexiste et les pratiques néfastes.

Selon le rapport Agility, la **Campagne digitale** a permis d'ériger les thématiques de la campagne en thématiques les plus suivies et les plus commentées avec en tête l'éducation, la violence basée sur le genre, le mariage d'enfants et la planification familiale.

Tchad : la CCSC au service de l'offre des services de santé de la reproduction

La nouveauté de cette Campagne 2022 est le déploiement d'une clinique mobile de prestation de service de santé de la reproduction. Son personnel qualifié offre des services de qualité aux filles et femmes dans les villes et villages difficiles d'accès et lointains



Les activités de CCSC ont permis d'enregistrer des résultats variés et multiformes illustrés ci-dessous :



Plus de **331 millions** de personnes touchées par les messages de la campagne en 2022 dont plus de 80 % sont des jeunes âgés de 18 à 35 ans: réseaux sociaux (73,7 millions) : retombées presse (257,4 millions).



10 000 kits d'installation distribués aux filles vulnérables déscolarisées et le programme d'insertion professionnelle de **1200 filles** diplômées sans emploi au Bénin et en Côte d'Ivoire



Distribution de vélos à **3500 filles** vulnérables au Mali

Distributions de vélos à **50 filles** situées à plus de 10km des établissements scolaires au Tchad



13 Footballeurs de renommée mondiale issus des pays SWEDD ainsi que la Secrétaire générale de la FIFA ont participé à la Campagne Stronger Together



8 Ambassadeurs de la lutte contre les violences faites aux femmes au élus dans 4 provinces au Tchad

17 célébrités de la musique engagées dans la Campagne Stronger Together



10 chaînes nationales, régionales et internationales mobilisées pour diffuser la campagne



38 histoires de vie de femmes modèles recueillies pour le Livre blanc



10 réseaux des jeunes AfriYan mobilisés pour la mobilisation communautaire et la campagne digitale



2 stratégies nationales CCSC et les plans opérationnels CCSC 2022 élaborées (Bénin, Mauritanie)

3 rapports de cartographie d'experts et institutions travaillant en CCSC (Bénin, Cameroun, Guinée)

1 Site internet du SWEDD et **1 Plateforme** de gestion et de partage des connaissances « SWEDD Knowledge Base » créés.

Renforcement de capacités



8 missions

d'appui technique aux pays SWEDD ont permis de renforcer les capacités nationales dans les domaines indiqués: élaboration des plans communication, la budgétisation (Cameroun), Stratégie CCSC (Mauritanie, Bénin), S&E (Benin) Enquêtes SWOT (Côte d'Ivoire, Tchad, Bénin)

Formation des jeunes du réseau

AfriYan

pour l'animation des réseaux sociaux et la collecte d'informations sur l'engagement et les interactions de l'audience permettant de mieux gérer les campagnes digitales dans les pays SWEDD



Appui aux

9 pays du SWEDD

pour la planification et la budgétisation des activités CCSC et de la campagne Stronger Together

Renforcement des capacités de

54 communicateurs

communicateurs autour des thématiques de la Campagne et du projet SWEDD au Bénin



Impact de la CCSC sur l'autonomisation des femmes dans les pays SWEDD

→ Comme le témoigne le rapport Agility 2022, les campagnes CCSC ont contribué à briser le tabou sur les questions de santé sexuelle et reproductive et de planification. Elles ont également permis de sensibiliser les familles et les communautés à l'importance de l'éducation des filles, de la lutte contre la violence liée au sexe et les pratiques néfastes et de la prévention des infections sexuellement transmissibles.

95 % de l'audience globale sur réseaux sociaux (Instagram, Facebook, Twitter) et 90 % dans médias traditionnels (radio, télévision, presse) sont favorables aux messages diffusés par le projet SWEDD.

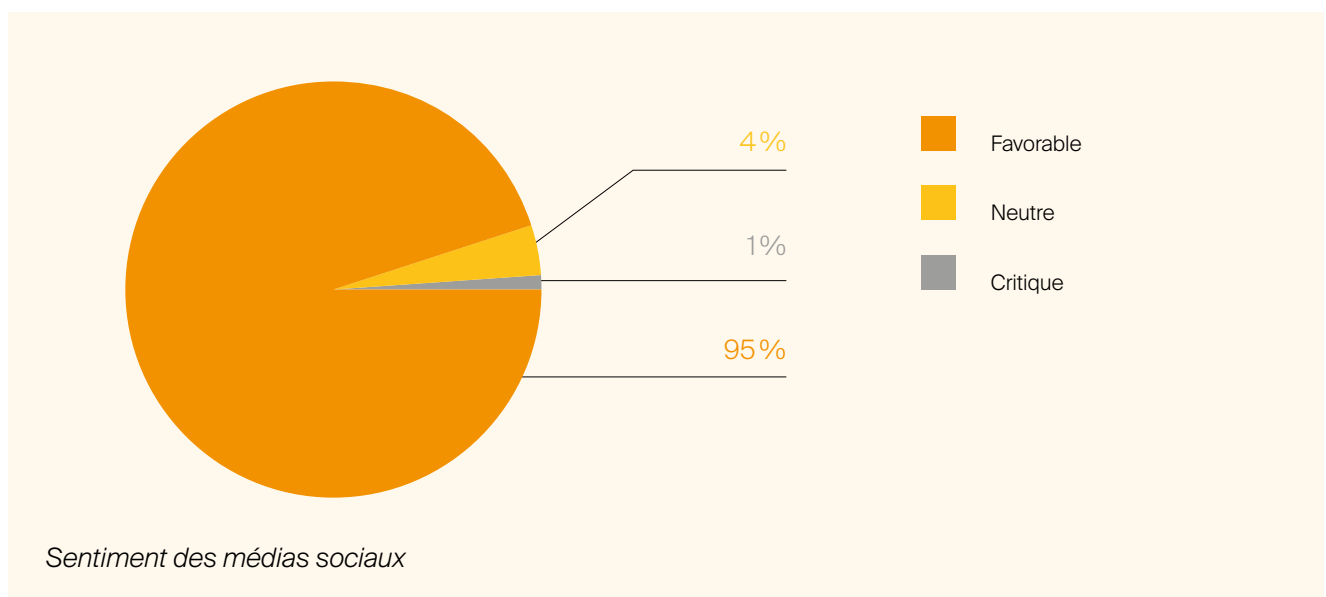
→ Parmi les 300 millions de personnes touchées par les messages de la Campagne Stronger Together via les réseaux sociaux et media de masses, **plus de 80% sont des jeunes âgés de 18 à 35 ans.**

→ La Campagne Stronger Together a également connu une forte mobilisation des acteurs les plus influents au sein des communautés, dont les ambassadeurs, pour la lutte contre les pratiques néfastes et les violences faites aux femmes. Ceci accroît la portée des messages de changement social et comportemental.

Parmi les facteurs de succès de la campagne #Stronger Together figurent la plus grande implication des bénéficiaires, la meilleure segmentation et hiérarchisation des publics cibles, de même que la personnalisation des messages et leur alignement sur les canaux de communication.

En outre, l'implication des autorités nationales et locales dans le développement de stratégies nationales de CCSC se traduit par un plus fort impact. Il en est de même pour les partenariats avec des relais d'influence majeure que sont les leaders religieux et traditionnels, les célébrités de la musique, les footballeurs, les réseaux de jeunes et de femmes, les médias et le secteur privé.

Sur le plan médiatique, le fait d'avoir tissé des partenariats avec des chaînes comme Trace, qui diffuse des contenus musicaux très attractifs pour les jeunes, a permis de toucher le public cible du SWEDD. Le single diffusé sur Trace Media a été largement repris dans les taxis, transports en commun et autres espaces publics, touchant une large audience.





© SWEDD Burkina Faso

Plateforme de gestion et de partage des connaissances du projet SWEDD

Depuis la mise en place du Projet SWEDD en 2015, plusieurs documents ont été produits par toutes les parties prenantes. La documentation accumulée nécessite d'être organisée et disponible, et surtout facilement accessible pour être mieux exploitée selon les besoins des pays. Il est apparu essentiel de constituer les archives du projet SWEDD et de les organiser pour matérialiser la mémoire de cette expérience que plusieurs acteurs sont en train d'écrire.

Ainsi, suite à la recommandation du Comité National de Pilotage (CRP), le Secrétariat Technique Régional (STR) a finalisé, en 2022, avec l'appui technique du CREG, le développement de la plateforme de gestion des connaissances du SWEDD. Cette plateforme, nommée « Swedd Knowledge base », en abrégé SKB vise à capitaliser les acquis du projet et à vulgariser les bonnes pratiques qui en résultent. La plateforme SKB comprend deux volets : (i) documentation des ressources et (ii) communauté de pratiques. Elle a pour objectif de permettre aux acteurs dans les pays SWEDD et aux partenaires ciblés de disposer d'un espace virtuel. Cet espace leur facilite : la gestion de l'information, la gestion des connaissances, le renforcement des capaci-

tés d'apprentissage et leur assure un accès facile aux informations. Le développement de la plateforme s'est fait à travers trois étapes: i) la mise en place d'un processus de préparation de la conception-ii) la collecte des ressources et le développement de la communauté de pratique de la plateforme-iii) l'élaboration des procédures opérationnelles standard (SOP) de la gestion de la plateforme.

Les SOPs permettent de simplifier et de standardiser les procédures pour la gestion et l'animation de la plateforme de gestion des connaissances. Elles permettront à chaque partie impliquée dans le processus d'alimentation et d'animation de la plateforme de s'acquitter facilement des tâches qui lui sont dévolues. La plateforme est rattachée au site internet du projet SWEDD.

La dernière étape avant le lancement officiel de la plateforme SKB est l'organisation d'une revue des documents postés sur la plateforme avec l'implication des UGP SWEDD et des bureaux pays UNFPA. Elle aura lieu lors de la prochaine réunion du Comité de Pilotage (CRP).



Sous-composante 1.2 : Interventions communautaires en faveur de l'autonomisation des femmes

La sous composante 1.2 vise à générer la demande en produits et en services de santé de la reproduction, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle (SRMNIN) par le biais des interventions communautaires. Il met l'accent sur : (i) l'amélioration des compétences de vie à travers les espaces sûrs communautaires et scolaires, la promotion de la masculinité positive et la transformation des normes sociales de genre par l'appui à la mise en place des clubs de maris et futurs maris, (ii) le maintien des filles à l'école, (iii) l'autonomisation économique des jeunes femmes, et (iv) la lutte contre les violences basées sur le genre (Cf. tableau ci-dessous).

Les interventions communautaires visant l'autonomisation des femmes ont connu un début de mise à l'échelle. Les espaces sûrs sont implantés tant en milieu communautaire que dans les établissements scolaires pour préparer les adolescentes et les jeunes femmes au leadership et à l'acquisition des compétences de vie indispensables à l'autonomisation. Le curriculum d'animation est utilisé par les mentores dans 2111 nouveaux espaces sûrs. La mise à l'échelle dans de nouvelles localités se fait progressivement. En 2022, 1006 nouveaux clubs de maris et clubs de Futurs maris sont mis en place. Le curriculum révisé est utilisé par les facilitateurs pour prépa-

rer les maris et la future génération à la masculinité positive. En 2022, une harmonisation et une intégration des instruments d'intervention communautaire ont été réalisées au Niger et au Cameroun. Cet exercice sera poursuivi dans les autres pays au cours de l'année 2023 pour donner plus d'impact aux activités communautaires.

Les nouveaux pays, Cameroun, Guinée et Bénin ont procédé au développement des sous-projets visant l'autonomisation des femmes. Chaque pays a reçu 4 documents de sous projets portant sur les thèmes: « garder les filles à l'école et assurer leur avenir », « accroître les opportunités économiques des femmes et des filles », « amélioration de compétences et connaissance en santé sexuelle et reproductive », et « renforcement des capacités des soins de survie aux victimes de VBG ». Les cahiers des charges des ONG ont été également élaborés et validés. Toutefois, parmi ces trois pays, seul le Bénin a complété le cycle de développement des sous projets, d'appel d'offres et de recrutement des ONG et de mise en place des espaces sûrs en les rendant fonctionnels. Ainsi pour l'année 2022, le Bénin a installé 350 espaces sûrs ayant impliqué 27 608 bénéficiaires. Le Cameroun et la Guinée sont au niveau de l'identification des bénéficiaires et à la mise en place des espaces sûrs.

Nombre d'espaces sûrs, de CdFM et de CdM et leurs bénéficiaires en 2022

Pays	Espaces sûrs		Clubs de futurs maris		Clubs de maris	
	nombre	bénéficiaires	nombre	bénéficiaires	Nombre	bénéficiaires
Bénin	350	27 608				
Côte d'Ivoire	1 134	69 752		-		
Mali	500	15 052	500	7 500	500	7 500
Mauritanie	127	2 726	6	-	-	-
Total	2 111	115 138	506	7 500	500	7 500

Dans les autres pays, l'animation des espaces sûrs s'est poursuivie. Au niveau du développement des compétences de vie, 260 748 adolescentes et jeunes femmes ont complété la formation dans les espaces sûrs (ES), soit 68,6% de l'objectif de 2022. Cependant, **90,54%** des adolescentes et des femmes bénéficiaires des interventions dans les espaces sûrs ont de bonnes connaissances sur les conséquences néfastes des mariages d'enfants et des grossesses précoces ainsi que sur les avantages de l'espacement des naissances. Alors que les prévisions étaient de **80%** en 2022 et **87%** en 2024.

Maintien des filles à l'école : plus de 800 000 adolescentes bénéficiaires d'apuis scolaires

Sur une prévision de 748 645, 891 135 adolescentes ont bénéficié d'au moins une des interventions relatives à la scolarisation (services de transport, hébergement, nourriture, fournitures scolaires, cours supplémentaires), soit une performance de 119%. La performance est aussi illustrée à travers le taux de rétention scolaire des adolescentes inscrites dans les écoles secondaires des zones du projet qui atteint 93,18%, dépassant l'objectif de 2022 (88,70%).

Autonomisation économique : près de 150 000 adolescentes, jeunes filles et femmes bénéficiaires de support économique

Les bénéficiaires de support économique, soit en formation professionnelle, en crédit ou en subvention d'actif productif font 141 209 adolescentes, jeunes filles et femmes, soit **83,2%** de l'objectif de 2022.

Au niveau des pays, des innovations majeures sont mises en place avec des résultats probants dans le domaine du renforcement du pouvoir économique des adolescentes, des jeunes filles et des femmes pour la réduction des écarts de genre et pour la réalisation de l'équité et de l'égalité. C'est le cas du Tchad qui a développé quatre interventions. La première consiste en la constitution de femmes en groupements, dont les membres suivent une formation préalable. Cette formation est suivie de la fourniture d'outils de production agricole. Une deuxième intervention concerne la formation des jeunes femmes dans la fabrication de bio-insecticides. Une troisième est axée sur la formation en transformation et conservation des produits locaux. Enfin, la quatrième intervention implique l'acquisition et la mise à disposition de kits VSLA (associations villageoises d'épargne et de crédit).



Tchad

Le processus d'identification des groupements s'est fait sur 10 provinces profitant à 1 115 groupements de 330 080 membres. Parmi eux, 3150 membres ont bénéficié de formation en techniques de transformation des produits locaux. Des formations dans le domaine du maraîchage ont été organisées au profit de 200 bénéficiaires. A la fin de cette formation, un lot de matériels a été remis sur la base des besoins initialement exprimés. En outre, 200 membres de groupements féminins ont été formés dans la fabrication des bio-insecticides visant à leur fournir des moyens simples, accessibles et naturels. Ceci leur permet de faire face aux problèmes qu'elles rencontrent.

Une formation des agents sur la mise en œuvre des VSLA a aussi profité à 150 membres des groupements formés sur le système de microcrédit pour aider les communautés à avoir la capacité d'investir dans le développement, y compris dans leurs familles. Des kits ont été acquis et mis à la disposition de 148 groupements VSLA comptant plus de 3 398 membres qui ont pu cotiser une épargne de 29 157 000 FCFA.



Burkina Faso

Au titre des activités résiduelles, l'UGP a assuré le financement des projets individuels des adolescentes bénéficiaires des espaces sûrs. Ainsi, 21 adolescentes de Soukuy dans la région de la Boucle du Mouhoun ont été soutenues pour la réalisation de leur projet indivi-

duel au titre du sous-projet « entreprendre au féminin ». En outre, 270 adolescentes ont bénéficié d'équipements d'installation à l'issue de leur formation dans les centres professionnels dans divers métiers.



Au Mali

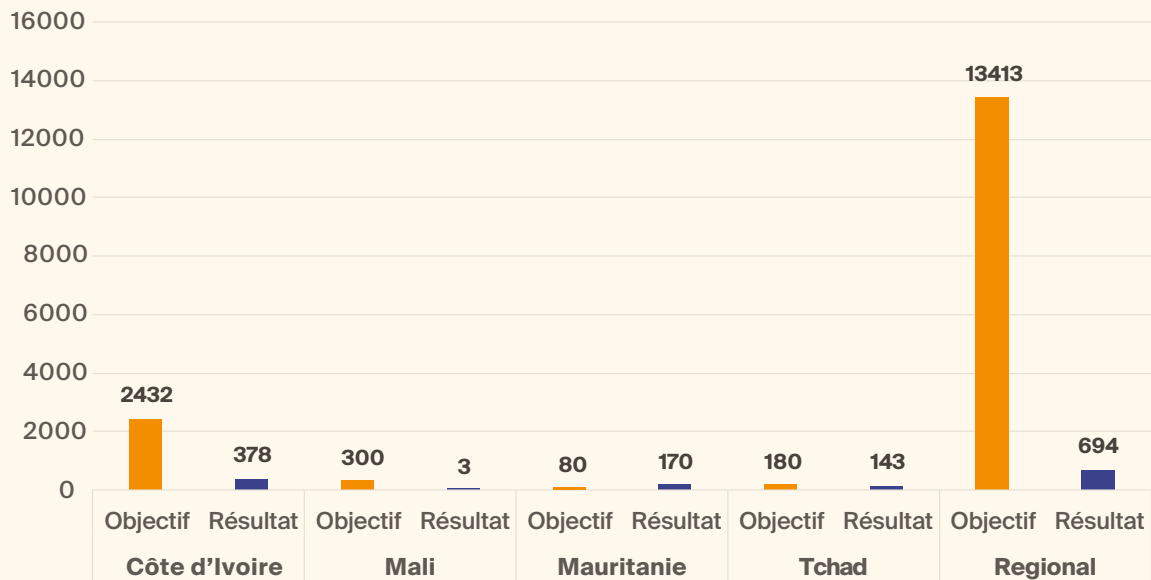
La tendance à inverser la tyrannie des trois C (couture, cuisine et coiffure) dans les métiers féminins est bien amorcée mais elle reste encore dominante. C'est le constat qui ressort du rapport bilan du projet SWEDD du Mali qui renseigne que « sur un total de 320 filles-femmes recrutées, des corps de métiers, la coiffure esthétique occupe la première place avec 43,8% suivie de l'électricité-dessin-bâtiment avec

11,9% et en 3e et 4e position, la plomberie sanitaire (9%) et la couverture médiatique (8,9%)». Force est de relever la place émergente des métiers généralement masculins, notamment l'électricité et le bâtiment de plus en plus occupés par les jeunes femmes lancées dans les filières de formation professionnelle par le projet SWEDD.

Prévention et prise en charge des survivantes des VBG

L'objectif est loin d'être atteint en matière de cas de VBG et pratiques néfastes référés pour prise en charge sanitaire, sociale, juridique, sécuritaire selon le processus de référencement en place. Seuls 694 cas pour une prévision de 13 413, avec ce résultat, le projet est à 5,2% de l'objectif visé pour 2022. Le retard dans la mise en place des mécanismes de référencement et de prise en charge est l'une des raisons évoquées. Ceci est dû entre autres à la faiblesse des systèmes nationaux en place.

Il convient de souligner tout de même l'exemple de la Côte d'Ivoire où **16 459 personnes** ont été touchées à travers les campagnes de sensibilisation communautaire (textes juridiques et judiciaires, prévention et la prise en charge des cas de VBG) et **5 843 personnes** à travers les focus group par les cliniques juridiques avec l'appui de 50 relais communautaires. Les victimes de VBG bénéficiaires d'une prise en charge juridique et judiciaire sont au nombre de **378**.



Graphique 1: Nombre de cas de VBG et pratiques néfastes dans les zones d'intervention du projet qui ont été référés pour prise en charge sanitaire, sociale, juridique, sécuritaire selon le processus de référencement en place en 2022



© SWEDD Tchad

Composante 2

Renforcer les capacités régionales et la disponibilité des produits SRMNIN et des agents de santé qualifiés

Cette composante devrait permettre de renforcer les capacités régionales en matière de fourniture d'éléments essentiels (produits et personnel qualifié) nécessaires à la prestation de services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle.

Avec l'appui de l'UNFPA, les pays ont planifié et mis en œuvre des activités déterminantes pour l'accessibilité et la mise à disposition des intrants SR y compris les contraceptifs et des ressources humaines de qualité dans les zones d'intervention du projet SWEDD. Les principales réalisations sont résumées ci-dessous et présentées par sous-composante.

Sous-composante 2.1 : Amélioration de l'accessibilité des contraceptifs au niveau communautaire

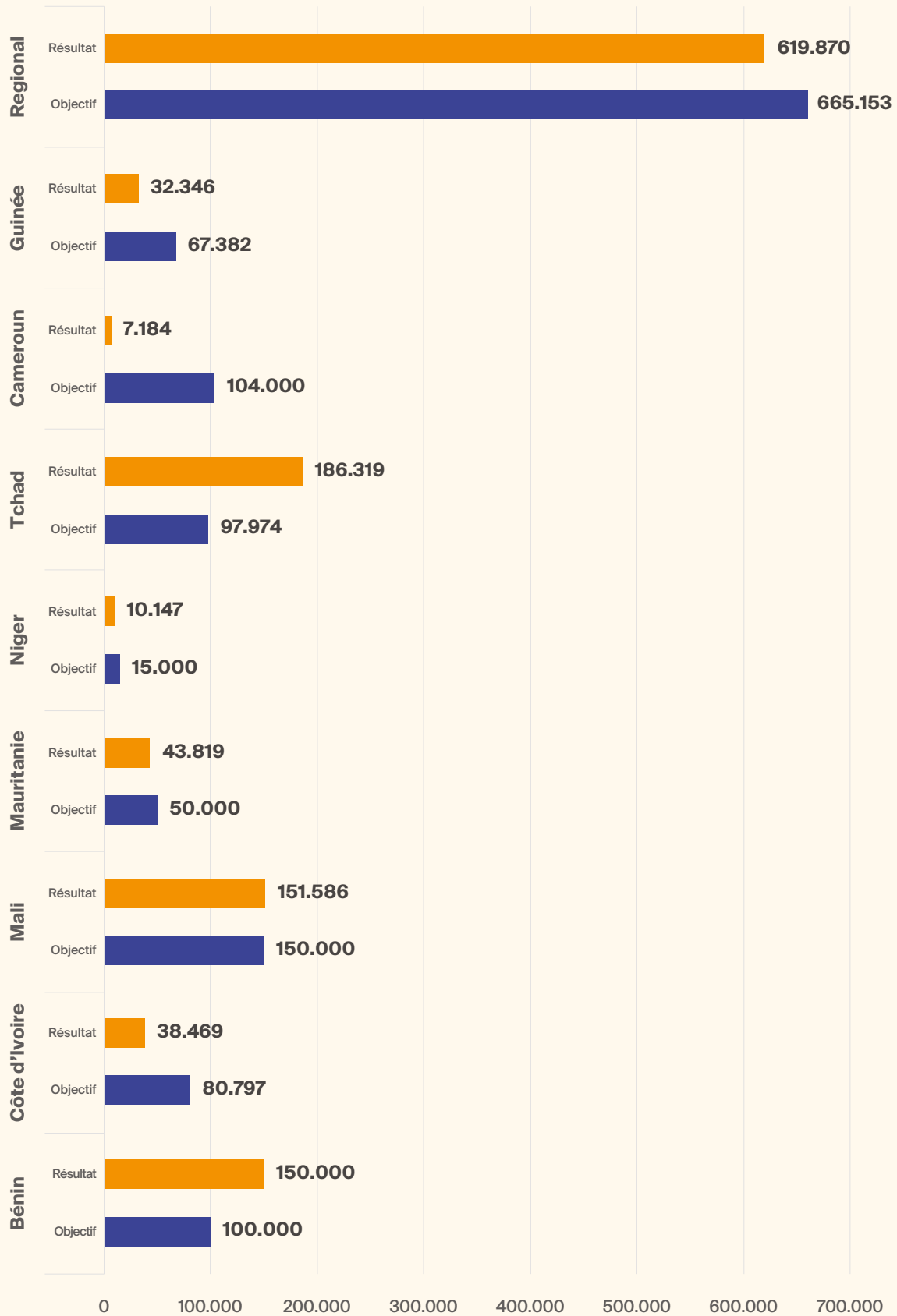
De concert avec les UGP, le STR poursuit l'appui à la mise en œuvre des plans de renforcement des capacités des pays pour l'amélioration de l'offre communautaire des produits contraceptifs à travers les axes prioritaires suivants :

- Accompagnement des pays dans le déploiement des plans de DBC;
- Achat/mise à disposition d'intrants et autres supports/kits pour une mise en œuvre optimale de la DBC;
- Coordination des acteurs pays;

→ Documentation et diffusion des meilleures pratiques des laboratoires.

Pour 665 153 nouvelles utilisatrices d'une méthode de contraception moderne ciblée en 2022, 619 870 ont été atteintes, soit **93,2%** de l'objectif. La disponibilité des produits contraceptifs au niveau des points de prestations de services s'est améliorée. Sur une prévision 2022 de **24,44%**, le taux de rupture des produits contraceptifs a atteint **21,54%**.

Au niveau des pays, comme l'illustre le graphique ci-dessous, des performances sont notées au Bénin, au Mali et au Tchad. Pour ce dernier, on observe un surplus de **90%** par rapport à la cible de 2022.



Graphique 2: Nombre de nouvelles utilisatrices d'une méthode de contraception moderne par pays selon l'objectif visé et le résultat atteint

Sous-composante 2.2 : Amélioration de la performance de la chaîne d'approvisionnement pharmaceutique, distribution au dernier kilomètre

La phase 1 du projet a permis aux anciens pays de mettre en œuvre des modèles pilotes de distribution au dernier kilomètre. Ces modèles de partenariat public privé ont fait l'objet d'une évaluation rigoureuse pour le choix du modèle à mettre à l'échelle pour la seconde phase du projet. Ce processus de renforcement de la chaîne d'approvisionnement et de distribution au niveau périphérique a bénéficié de l'assistance technique du STR pour améliorer les indicateurs de disponibilité des produits SRMNIN dans les formations sanitaires périphériques. Selon une check-list, un total de 12 pilotes de distribution des produits SRMNIN au dernier kilomètre ont été développés et expérimentés dans les 7 premiers pays SWEDD (Bénin, Burkina Faso, Côte D'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad).

Par ailleurs, le renforcement des chaînes d'approvisionnement des pays s'est poursuivi.

A ce niveau, il s'agit de:

- Soutenir les capacités de la chaîne d'approvisionnement par l'échange d'informations sur les stocks
- Informatiser les données logistiques
- Soutenir les pays pour intensifier les projets pilotes de livraison au dernier kilomètre
- Documenter l'impact de la Covid-19 sur les systèmes d'approvisionnement des pays.

Au Bénin, le projet SWEDD a appuyé le Ministère de la Santé pour le recrutement de 77 logisticiens. Avant leur déploiement sur le terrain, ils ont bénéficié, avec l'appui du CHMP, d'une formation sur la distribution des produits de santé avec un focus sur les produits contraceptifs et les indicateurs logistiques à suivre. En outre, afin d'assurer la disponibilité des produits contraceptifs au plus près des utilisateurs, le Conseil National des Soins de Santé primaire a mis en place un Groupe de Travail Technique appuyé par le projet SWEDD (UGP, UNFPA et CHMP). Les actions menées ont permis de réaliser un diagnostic de la chaîne d'approvisionnement des produits de santé. Il a été réalisé à travers une collecte active de données logistiques sur le terrain, et l'organisation d'un atelier avec des acteurs de la chaîne d'approvisionnement à différents niveaux de la pyramide sanitaire.

Bien que l'objectif d'atteindre 24 pilotes testés pour la distribution au dernier kilomètre n'a pas été atteint, certains pays ont toutefois enregistré des progrès appréciables, c'est le cas du Mali. Le rapport de mise en œuvre du projet pilote dans les districts sanitaires de Kolokani et de Dioila situés dans la région de Koulikoro montre que le taux moyen de disponibilité des médicaments est passé entre 2021 et 2022 respectivement de **28%** à **81%** et de **56%** à **81%** pour les districts sanitaires de Kolokani et de Dioila. Soit une augmentation respective de **52%** et de **25%** pour la même période.



Sous-composante 2.3 : Amélioration de la disponibilité des agents de santé reproductive en milieu rural, renforcement de la fonction sages-femmes et autres personnels impliqués dans la prestation de services SRMNIN

La stratégie régionale de renforcement de ressources humaines en santé est de soutenir les écoles de formation de base, les centres d'excellence, le centre de mentorat clinique, la formation continue. Elle consiste également à soutenir l'offre intégrée de services SRMNIN et le partenariat avec les sociétés savantes en vue d'une innovation des pratiques SRMNIN dans l'espace SWEDD.

A cet effet, la 6ème Réunion Statutaire du Conseil Régional de la formation des professionnels en Santé a été tenue à Ouagadougou du 16 au 18 juin 2022. Elle a permis d'évaluer et d'analyser les coûts des 03 centres d'excellence (CE) du Niger, de la Côte d'Ivoire et du Mali vers la durabilité et l'accréditation (validation des critères d'accréditation des établissements selon les normes établies par le Conseil Africain et Malgache de l'Enseignement Supérieur (CAMES)). Aux termes de cette rencontre, les résultats suivants sont obtenus :

- Un document d'accréditation revu en vue de son application au contexte de chaque centre d'excellence ;
- Une synthèse des défis des centres d'excellence effectuée;
- Les outils d'évaluation des trois centres d'excellence préparés
- Les centres d'excellence sont accompagnés dans le développement de business model en vue des stratégies de pérennisation ;
- Une proposition de communication sur les activités des centres d'excellence et les activités du SWEDD en général est disponible.

Par ailleurs, les domaines de formation des Centres d'Excellence de Niamey, Abidjan et Bamako ont été renforcés avec l'introduction de modules sur l'innovation et l'intégration du genre et VBG. La formation numérique continue de courte durée des sages-femmes (SF) a été poursuivie et un partenariat a été développé à travers une plateforme collaborative entre CE et d'autres écoles SF pour la formation. Dans ce cadre, les capacités techniques et matérielles des 3 CE ont été renforcées, permettant la formation de 287 sages-femmes formées en genre, technique contraceptive et gestion de l'hygiène menstruelle : (Niamey : 135 sages-femmes, Bamako : 125 sages-femmes et Abidjan : 27 sages-femmes mentores).

Au niveau des pays, le nombre de sages-femmes dans les zones d'intervention du projet ayant complété leur formation de base par des sessions de formation continue de courte durée dans le cadre de l'assurance qualité des services de santé de la reproduction (SONU, PF y compris PF du post partum et Genre) est de 9 526 contre une prévision de 12 417 soit **77%** de l'objectif annuel.

Au Mali par exemple, le volet amélioration de la disponibilité des agents de santé reproductive a enregistré les résultats suivants :

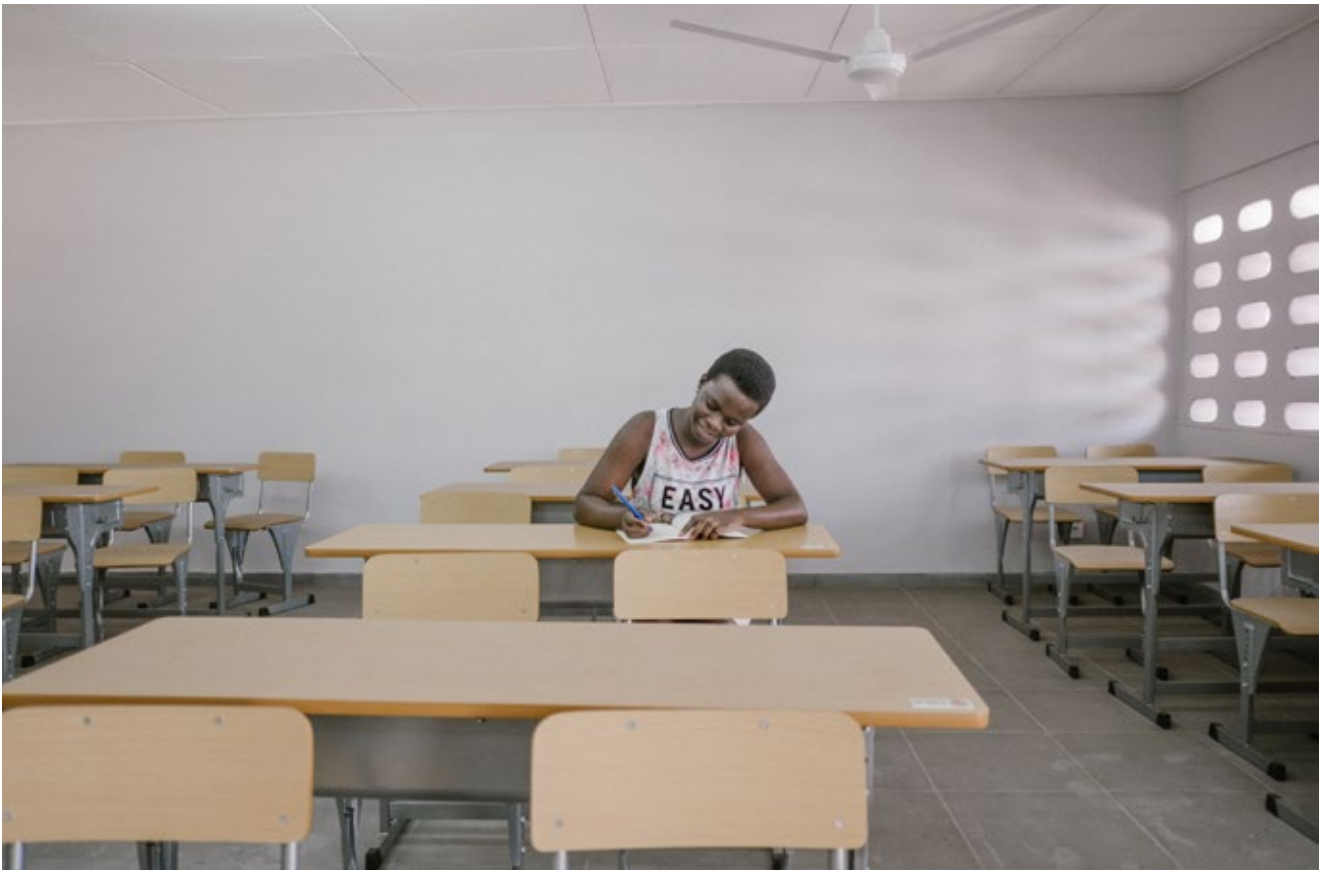
→ 323 sages-femmes en activité déployées dans le cadre du projet avec comme effet (i) une augmentation de **68%** de l'effectif des sages-femmes en activité dans les trois régions de concentration (Kayes, Koulikoro et Sikasso) et (ii) une augmentation de **23%** de l'effectif des sages-femmes en activité au plan national.

Le déploiement de ces sages-femmes a permis de réaliser les prestations suivantes :

→ 67 984 consultations prénatales, 17 338 accouchements,

→ 30 785 nouvelles utilisatrices des méthodes de PF recrutées, 72 000 bénéficiaires directs d'au moins un service offert par les sages-femmes, 20 formateurs déployés pour le renforcement des ressources humaines en santé, 15 cabinets privés de sages-femmes installés avec l'accompagnement du projet SWEDD ayant généré plus de 57 millions de chiffres d'affaires en 2022.





Composante 3

La composante 3 vise à renforcer (i) le plaidoyer et l'engagement politique en faveur de la SRMNIN en s'appuyant sur les réseaux des religieux, traditionnels, communicateurs et de jeunes, (ii) les capacités d'élaboration des politiques, de suivi et évaluation des questions de dividende démographique, et (iii) les capacités de mise en œuvre du projet.

La mise en œuvre a été marquée par le renforcement des interventions avec une planification de l'assistance technique selon un processus consultatif. Ce dernier a permis l'implication de toutes les parties prenantes. Au cours de l'année 2022, les principales réalisations ci-dessous ont été enregistrées :

- Les équipes de **09** pays du SWEDD formées sur la conception, l'utilisation et l'évolution du modèle d'impact du projet;
- **63** experts pays formés au processus de mise en route de la budgétisation sensible au DD;

- Des propositions de documents de projets pour le SWEDD3 développées et un cadre de résultats revu selon une démarche consultative impliquant toutes les parties prenantes;
- **41** experts en provenance de 11 pays du Projet SWEDD formés sur les techniques de développement de Policy Briefs prenant en compte le genre;
- Un état des lieux des réseaux parlementaires nationaux en matière de population et développement réalisé dans 6 pays.



Sous-composante 3.1 : Renforcement du plaidoyer et de l'engagement politique en faveur de la SRMNIN aux niveaux régional et national

Des plans d'actions harmonisés et Budgétisés des équipes juridiques des pays (EJP)

Dans le cadre de l'amélioration du cadre juridique, et conformément aux thématiques du projet, la plateforme régionale des juristes et les équipes juridiques des pays ont travaillé à la finalisation de leurs plans d'actions. Ainsi, l'analyse situationnelle du contexte juridique a été effectuée dans chaque pays pour identifier les problèmes et les facteurs contextuels, structurels et socio culturels empêchant la pleine application des lois ainsi que les règlements et décisions de justice en faveur des femmes, des adolescents et jeunes.

Un état des lieux des réseaux parlementaires nationaux en matière de population et développement réalisé dans 6 pays

Cela a impliqué notamment l'identification des réseaux existants dans les pays, la révision des plans d'action des leaders communautaires élaborés en 2021 et le renforcement des capacités en mobilisation des ressources.

Pour susciter l'engagement des leaders communautaires à soutenir les thématiques du projet, notamment le maintien des filles à l'école, la lutte contre les mutilations génitales féminines et les pratiques néfastes à la santé sexuelle et reproductive, 02 principales cibles sont visées :

1. **les leaders communautaires et religieux**, leur cartographie et leur mobilisation à travers la signature des engagements ont permis l'ébauche des plans d'actions. En outre, la réactualisation des plans d'action a été réalisée en tenant compte des actions de plaidoyer avec le partage des notions de base sur les techniques de plaidoyer et de mobilisation de ressources.
2. **les réseaux des parlementaires en matière de population et développement** : un état des lieux dans 6 pays et des entretiens organisés avec les responsables afin de collecter les informations sur l'historique, les acquis et les principaux défis.



Le nombre de leaders communautaires et religieux engagés à activement promouvoir la scolarisation et le maintien des filles à l'école, la santé reproductive des adolescents, et l'abandon des VBG et des pratiques néfastes a été de 15 155 pour des prévisions de 18 744 en 2022, soit 74,7% de réalisation. Dix-huit (18) cadres juridiques nationaux et régionaux en faveur de la scolarisation et du maintien des filles à l'école, de la santé reproductive des adolescents, et de l'abandon des VBG et des pratiques néfastes ont été adoptés contre une prévision de 25 soit 62,1% de l'objectif fixé pour 2022.

En ce qui concerne les plaintes enregistrées et qui sont réellement traitées, l'on se situe à 90,9% contre des prévisions de 85% en 2022.

Sous-composante 3.2 : Renforcement des capacités d'élaboration des politiques, de suivi et évaluation des questions de dividende démographique

Renforcement des capacités des ONDD : 41 experts formés sur l'élaboration des politiques et l'analyse démographique

Pour le renforcement des capacités mais également pour une meilleure prise en compte du Genre dans les recherches et le plaidoyer sur le DD, l'équipe conjointe STR-BM a engagé des consultations avec les pays pour identifier ensemble les actions à mettre en œuvre. Ainsi, il a été proposé de :

- élargir la recherche et le plaidoyer sur la BSDD pour inclure aussi des analyses des dépenses publiques désagrégées selon le Genre ;
- renforcer les capacités de l'ONDD pour la production de Policy Briefs tenant compte des analyses sexospécifiques et dans un langage plus accessible au grand public ;
- renforcer les capacités de plaidoyer de l'ONDD et de l'UGP pour inclure systématiquement les aspects de Genre dans le plaidoyer sur le DD.

C'est dans ce cadre que **41 experts** en provenance de 11 pays du Projet **SWEDD** : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Togo, Tchad, et Sénégal ont vu leurs capacités renforcées sur l'élaboration des politiques et l'analyse démographique. Il s'agit notamment de développer une compréhension profonde des dynamiques de genre en lien avec les dimensions du DD et leur analyse/intégration dans l'élaboration des Policy Briefs. Il est également important de renforcer leurs capacités en traduction d'évidences démographiques et économiques qui intègrent le genre dans un langage plus simple et accessible à un public non-technique. Ainsi, chacun des 11 pays ont développé un draft de Policy Brief portant sur une analyse genre de la jeunesse et du marché du travail, traduit dans un langage familier.



63 experts pays formés au processus de mise en route de la budgétisation sensible au DD

Un atelier régional a été organisé regroupant 63 experts issus de 11 pays sur les étapes de budgétisation sensible au DD: la transformation budgétaire, la rétropolation et raccordement du DDMI, l'arrimage du DDMI au budget fonctionnel et calcul de l'élasticité budgétaire. Ces experts ont été également initiés à l'analyse genre des dépenses publiques. Désormais sept (07) pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Tchad) disposent de budget fonctionnel au sens DDMI et 02 pays (Mali, Mauritanie) ont réalisé l'exercice de rétropolation du DDMI. Ainsi, 7 pays disposent des budgets sensibles au DD dont 6 sont au niveau de l'arrimage (Benin, Burkina. NIGER, Sénégal Togo et Tchad) et la Mauritanie presque finalisé. Le Mali a déjà fini le processus depuis 4 ans. Mais il doit reprendre avec le changement des institutions.

Enquête sur le décrochage scolaire : des solutions de remédiation proposées

Une étude sur le décrochage scolaire a été menée dans les 9 pays SWEDD pour comprendre l'ampleur et les causes du phénomène. A l'issue de l'enquête, chaque pays dispose de 2 rapports (sur l'ampleur du phénomène et sur les causes) et un rapport régional élaboré par Population Council . En outre, des propositions de remédiation avec les Ministères de l'éducation sont formulées pour chacun des neuf pays.

Un pool d'experts pays du modèle d'impact mis en place

Pour une meilleure appropriation et approfondissement de la maîtrise du modèle d'impact, un atelier de formation des formateurs a été organisé pendant 5 jours regroupant 46 personnes issues des UGPs, des ministères sectoriels et des bureaux UNFPA. Il a permis de dérouler des sessions sur l'introduction au modèle d'impact, la construction et la mise à jour du modèle 'profil pays' avec tous les indicateurs, ainsi que l'exploitation des données pour créer un modèle pays.

Cadre des résultats du projet adapté aux évolutions du projet

Le cadre de résultats a été revisité pour tenir compte des besoins actuels de l'entrée en vigueur du projet SWEDD dans sa 3ème phase. Cette phase comprend davantage de pays et encore plus d'adolescentes et de filles en situation de vulnérabilités. L'exercice a privilégié une démarche consultative impliquant les responsables de S&E des UGP et de l'UNFPA, les IPs, l'UA, l'OOAS, le STR et la BM.

Sur les neuf (09) pays, sept (07) se sont dotés d'un observatoire de dividende démographique fonctionnel sur une prévision de 8 unités. Cependant, sur les neuf pays, seul le Mali a adopté tout le processus de budgétisation sensible au dividende démographique. Par ailleurs, le nombre de publications nationales et régionales en lien avec la transition démographique, les questions de population et le DD enregistré a été de 163 sur des prévisions de 185 en 2022.



Sous-composante 3.3 : Renforcement des capacités de mise en œuvre du projet

Ce chapitre traite des activités conduites par le STR pour le management stratégique du Projet SWEDD. Elle inclut la rencontre de l'instance de gouvernance du Projet SWEDD, le Comité Régional de Pilotage, ainsi que les séminaires régionaux organisés dans le cadre de la programmation des trois composantes. Il s'agit également de l'accompagnement des pays à la préparation de leur Project Appraisal Document (PAD) et des documents annexes en vue de la phase 3 du Projet SWEDD.

Réunion de la plus haute instance de gouvernance du Projet SWEDD : des performances notées malgré les crises.

La 6^{ème} session ordinaire du Comité Régional de Pilotage du projet (CRP) a été tenue en mode présentiel le 24 mars 2022 à Nouakchott, en République Islamique de Mauritanie. Elle a illustré la relance des activités de tous les démembrés du Projet SWEDD. Cette instance de gouvernance a été préparée les 21 et 22 mars 2022 par trois (03) réunions parallèles : la réunion des coordonnateurs des UGPs SWEDD, la consultation des Responsables du Suivi & Évaluation et la rencontre des Représentants des Communautés Économiques Régionales (CEDEAO, CCEAC et l'Union Africaine).

Sous le haut patronage de Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Bilal MESSAOUD, Premier Ministre de la Mauritanie, la réunion était présidée par Monsieur Ousmane Mamoudou Kane, Président du CRP avec à ses côtés les ministres de tutelle du projet des 9 pays SWEDD et les représentants des partenaires techniques et financiers : la Banque Mondiale, l'UNFPA, l'Organisation Ouest africaine de la Santé (OOAS). En outre, les représentants des équipes multisectorielles en charge de la préparation des projets pour les nouveaux pays (Congo, Gambie, Sénégal et Togo) ont participé à la réunion, ainsi que les représentants de l'Union africaine, de la Commission Économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de la Communauté des États de l'Afrique Centrale (CEEAC).

L'instance de gouvernance a examiné et approuvé le bilan programmatique et financier de l'année 2021, les Plans de Travail 2022 des UGPs et des partenaires techniques. Elle s'est félicitée des performances du projet malgré la triple crise sanitaire, sécuritaire et politique et a salué l'esprit d'innovation et de résilience des pays membres. Enfin, elle a engagé les pays à renforcer les initiatives transfrontalières afin de maximiser l'impact du projet et salué l'arrivée des nouveaux pays au réseau SWEDD.

Recommandations du CRP : état de mise en œuvre (voir annexe)

- Organisation de réunion trimestrielle sur le repositionnement de l'AT regroupant les Représentants dans les pays SWEDD et le Directeur régional
- L'élaboration du rapport annuel sur l'AT sur la base des données collectées trimestriellement
- La mise à jour du rapport d'évaluation de l'AT en cours
- L'accord de financement de l'AT fourni par UNFPA et l'OOAS par la Banque Mondiale pour les nouveaux pays

Participation à la Commission des NU sur la Population et le Développement

En marge de la session de la Commission des Nations Unies sur la Population et le Développement et sous la présidence de Mme Diene Keita, Sous-Secrétaire Générale des Nations Unies et Directrice Adjointe de l'UNFPA, le SWEDD a organisé le 27 avril 2022 un panel de haut niveau sous le thème : « SWEDD : Partenariat pour transformer la vie des femmes et des filles ». L'audience a regroupé 149 participants. Parmi eux: les représentants des gouvernements des pays SWEDD, le Bureau Régional UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, les bureaux pays de l'UNFPA, les Communautés Économiques Régionales en Afrique, des partenaires d'exécution, les partenaires donateurs notamment la Banque Mondiale, des OSC, des représentants des médias et le grand public. Les panélistes représentant la Banque Mondiale, les Ministres de certains pays SWEDD et l'UNFPA ont mis en évidence l'impact de l'approche multisectorielle utilisée par le projet SWEDD sur les bénéficiaires, les communautés cibles et les pays. Le partenariat a été mis en avant en tant qu'accélérateur clé pour la réalisation des résultats transformateurs. Ils ont lancé un appel à l'action aux pays leur demandant de créer les conditions d'un passage à l'échelle inclusif. Les partenaires du développement ont également été invités à soutenir conjointement les pays et la dynamique régionale impulsée par le projet SWEDD.

Rencontre régionale de partage d'expériences et de réflexion sur système de S&E du SWEDD

La rencontre des responsables de suivi-évaluation des neuf (09) UGP-SWEDD et ceux des bureaux pays UNFPA s'est tenue du 7 au 11 novembre 2022 à Cotonou (Bénin), dans le prolongement des recommandations de la 6^{ème} session ordinaire du Comité Régional de Pilotage du projet (CRP). La rencontre a enregistré la participation des membres du Groupe de travail SWEDD pour les pays en préparation (Congo, Gambie, Sénégal et Togo), la Banque Mondiale, l'OOAS, les partenaires de mise en œuvre (Pop Council, JHU, CHMP, CREG) et OM-Consulting. La réunion a procédé à un large échange des expériences pays ayant permis la mise en place d'un cadre harmonisé de suivi des effets induits du projet. Elle a également permis de renforcer la mise à niveau des experts pays sur la plateforme régionale de S&E Delta en vue de son utilisation effective. De plus, des outils essentiels nécessaires pour harmoniser et opérationnaliser le système suivi-évaluation à tous les échelons de son dispositif ont été élaborés.

Renforcement des capacités des pays pour la transformation des normes sociales de genre

Du 14 au 16 novembre 2022 une rencontre de partage et d'harmonisation des interventions communautaires du Projet SWEDD s'est tenue à Douala (Cameroun). Son objectif principal était de renforcer les capacités des acteurs clés dans les pays SWEDD, en particulier le Bénin, le Cameroun et la Guinée, à gérer efficacement les programmes des ES et CDM/CDFM sur la base de normes minimales, à travers des leçons apprises et des expériences de la phase 1: à savoir le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, la Mauritanie et le Tchad.

L'organisation de cet atelier a permis d'offrir aux équipes pays SWEDD un espace de rencontre et d'échanges physique en termes de partage de connaissances et de capitalisation des leçons apprises les uns des autres. L'option de regrouper les pays par pair en associant un pays de la phase 1 et un pays de la phase 2 a permis à chaque équipe d'avoir l'occasion d'interagir et de s'instruire mutuellement à partir des expériences conduites sur le terrain.

Processus de documentation des interventions : comprendre la réussite des programmes

Un exercice de documentation des bonnes pratiques identifiées durant la phase 1 du Projet SWEDD a été entamé par le STR et la Banque Mondiale en collaboration avec les pays. Il s'agit d'un processus de documentation systématique et rigoureuse des interventions clés du projet SWEDD pour mieux comprendre comment et pourquoi les programmes réussissent ou pas en fonction du contexte de mise en œuvre. Douze thématiques ont été retenues de concert avec les pays et les étapes de la documentation ont été développées de façon consensuelle.

Les 5 étapes prévues dans le cadre de cette documentation sont les suivantes :

- Revue documentaire et cadrage de la mission avec un plan de travail,
- Collecte des informations sur le terrain,
- Analyse et rédaction des notes de synthèse,
- Validation des résultats clés documentés,
- Dissémination des résultats.

La documentation des bonnes pratiques a été confiée aux IPs et à l'OOAS en fonction de leur domaine de compétence. La phase pilote a été conduite par Population Council. Elle a porté sur le curriculum d'animation des espaces sûrs. Chaque bonne pratique documentée doit être présentée sous le format d'un brief opérationnel destiné à permettre aux pays de s'instruire sur le processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation et d'en tirer le meilleur profit pour améliorer les interventions futures.

Cinq (05) brief opérationnel sont en cours de revue avant leur publication. L'exercice se poursuit et devra être bouclé durant le premier semestre de l'année 2023.





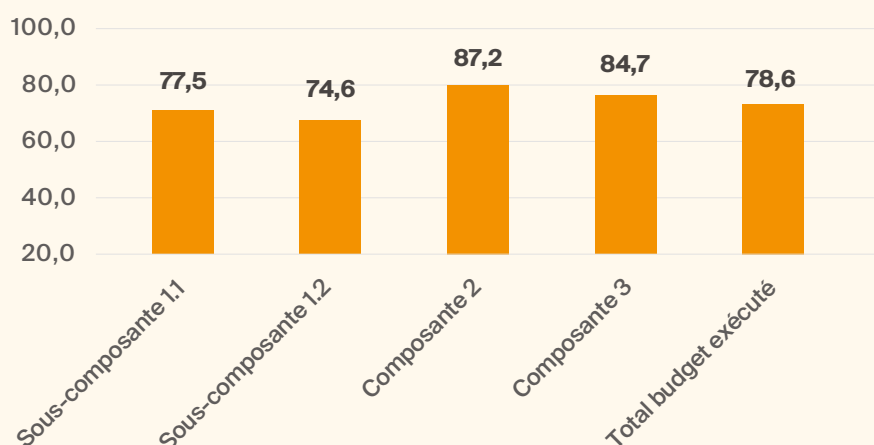


4 BILAN FINANCIER

L'exécution financière des pays est présentée dans le tableau ci-dessous :

Pays	Composante 1	Composante 2	Composante 3	Global
Bénin	74,51%	66,32%	55,21%	70,97%
Burkina Faso	100,24%	73,91%	107,99%	102,00%
Cameroun	4,00%	25,00%	67,00%	25,00%
Côte d'Ivoire	20,3%	60,3%	62,3%	36,25%
Guinée	35%	10%	55%	11%
Mali	96,00%	35,00%	71,00%	81,00%
Mauritanie	32,70%	44,70%	54,50%	40,20%
Niger	100%	100%	100%	100%
Tchad	96,14%	86,58%	81,3%	92,08%

Les ressources financières mobilisées pour l'assistance technique de l'UNFPA en 2022 s'élèvent à 6 821 158,05 \$USD avec un taux d'exécution de 78,6%. Pour chaque composante, la répartition du budget exécuté est illustrée par le graphique ci-après :



Graphique 3: Taux d'exécution du budget UNFPA en 2022 (%)



5

CONTRAINTES ET RECOMMANDATIONS

Les principales contraintes financières rencontrées se rapportent à :

- L'imprédictibilité des besoins en assistance technique avec des besoins émergents non planifiés, ce qui affecte les allocations budgétaires initiales ;
- Le retard dans la mobilisation du deuxième décaissement reçu en Juin au lieu de Janvier 2022 ;
- La mobilisation de ressources pour l'assistance technique aux nouveaux pays non pris en compte dans la convention OOAS/UNFPA.

Pour assurer le financement optimum de l'assistance technique, il sera nécessaire de :

- Définir en amont avec la Banque Mondiale la clé de répartition des rubriques d'assistance technique entre les UGPs et le STR ;
- Regrouper les deux dernières tranches de la convention pour éviter les éventuels retards ;
- Mobiliser des ressources additionnelles pour l'appui aux nouveaux pays non pris en compte dans la convention actuelle entre l'OOAS et l'UNFPA.



6

PRIORITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE 2023

Les priorités sont déterminées par les besoins pays dont la planification annuelle est réalisée afin que le STR/SWEDD puisse coordonner au niveau régional le déploiement de ces ressources. Pour la mise en œuvre du SWEDD, chaque pays développe un plan de travail annuel budgétisé (PTAB) qui comprend les activités à exécuter pour l'année (ou les 18 mois) suivante. Ce processus est placé sous la responsabilité et la coordination de l'UGP/UCP dans chaque pays. Le PTAB est assorti d'un PTA conjoint développé avec l'appui du bureau pays de l'UNFPA pour accompagner la mise en œuvre des activités prévues. L'UGP/UCP assure la coordination et l'expression des demandes d'AT.

Le plan d'assistance technique pour l'année 2023 se focalise sur le renforcement des acquis de 2022. Ces derniers seront encore plus centrés sur le renforcement des capacités pour un transfert des compétences vers les pays en vue de l'atteinte des résultats des trois composantes du projet.

Composante 1 : Améliorer la demande régionale en services de santé et accroître l'autonomisation des femmes et des adolescentes

Pour soutenir les pays dans le développement, la mise en œuvre et le suivi évaluation de la campagne CCSC, il est prévu de :

- Organiser un atelier régional de partage d'expériences et de renforcement des capacités des pays sur le S&E des activités CCSC;
- Apporter un appui technique aux pays pour le suivi, la mise en œuvre et la documentation des stratégies de CCSC. De plus, leur assurer un accompagnement dans l'utilisation des outils de suivi et de mesure de l'impact;
- Développer des partenariats avec les médias régionaux et internationaux en appui à la campagne régionale Stronger Together et produire un rapport régional de la campagne;

- Mettre à jour la Stratégie régionale de CCSC;
- Assurer la fonctionnalité de la plateforme de gestion des connaissances, du site web SWEDD, le réseautage et la couverture médiatique.

Aussi, pour accompagner les UGP dans l'accélération de la mise en œuvre des interventions communautaires, le STR compte :

- Conduire des missions d'assistance technique en soutien à la mise en place des : ES, CdM, CDFM, des projets de maintien des filles à l'école, inclusion financière : Cameroun, Guinée, Mauritanie;
- Conduire des Missions d'assistance technique pour le développement des sous-projets en Gambie, au Congo, au Togo et au Sénégal;
- Organiser un atelier régional de partage d'expériences entre les membres de la plate-forme juridique;
- Organiser un colloque régional sur l'approche transformationnelle genre;
- Organiser un atelier régional de restitution des résultats de l'étude de cartographie des opportunités économiques et foires des idées;
- Documenter les interventions de la composante 1.2.

Composante 2 : Renforcer les capacités régionales et la disponibilité des produits SRMNIN et des agents de santé qualifiés

- Apporter un appui technique aux pays dans la préparation, la mise en œuvre et le S&E des campagnes de distribution à base communautaire des contraceptifs (Cameroun, Guinée, Mali, Côte d'Ivoire, ...);
- Organiser un atelier de partage des expériences SWEDD en matière de pilotes de distribution au dernier Km;
- Soutenir les pays dans la conception, l'expérimentation et la documentation des projets pilotes de distribution au dernier km (Cameroun, Guinée, Bénin);
- Documentation rétrospective des interventions de la composante 2;
- Apporter un appui technique aux pays pour la mise en œuvre du mentorat clinique sages-femmes et documentation des expériences;
- Renforcer les capacités techniques et pédagogiques des centres d'excellence en e-learning et production d'un rapport sur les CE.

Composante 3 : Favoriser l'engagement et les capacités d'élaboration des politiques et de mise en œuvre du projet

- Soutenir la mise en œuvre des plans d'actions des réseaux des leaders communautaires, parlementaires et juristes, y compris le renforcement de leurs capacités en plaidoyer;
- Identifier et documenter les bonnes pratiques en matière de plaidoyer mené par les leaders communautaires et juristes;
- Appuyer les pays dans le renforcement des capacités de leur ONDD;
- Réaliser une Étude sur l'effet des interventions d'autonomisation des adolescentes, jeunes filles et des femmes sur la réduction des vulnérabilités dans les pays SWEDD;
- Apporter une assistance technique aux pays pour l'actualisation des profils NTA et des rapports DDMI;
- Accompagner les pays dans la mise en œuvre de leur feuille de route BSDD;
- Renforcer la collecte de données pour la documentation des effets induits du projet;
- Déployer une assistance technique de proximité à travers UNFPA pays : PTA conjoints.





7 CONCLUSION

L'année 2022 marque une étape importante dans la fortification de l'expérience de réduction des inégalités de genre et de construction des moyens d'autonomisation des adolescentes et des femmes en vue de la capture du dividende démographique. Après l'épreuve de la Covid-19, la reprise des activités en présentiel coïncide avec l'extension géographique du réseau des pays SWEDD. Des acquis importants ont été enregistrés par les pays avec des bilans contrastés du fait des différences dans la période de mise en vigueur. Les pays de la phase 1 qui ont reçu leur financement pour la phase 2 sont en plein déploiement de leurs activités (Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie et Tchad). Les nouveaux pays de la phase 2 sont en phase de démarrage (Bénin, Cameroun et Guinée). Le Burkina Faso et le Niger sont en attente du cycle 3 du financement en même temps que les quatre pays admis à préparer leur PAD pour l'octroi de leur financement en 2023 (Congo, Gambie, Sénégal et Togo). Cette diversité des situations est source d'enseignements pour chacun des pays et commande l'orientation de l'assistance technique.

Tout au long de l'année 2022, l'UNFPA a apporté son assistance technique (AT) aux pays du SWEDDII mais aussi à ceux du SWEDDIII en préparation. Les experts de l'UNFPA (STR, WCARO et Bureaux pays), les agences pourvoyeuses d'AT et les consultants internationaux ont été mobilisés pour répondre à des sollicitations de plus en plus croissantes des pays. L'AT a été segmentée pour adapter l'offre aux besoins des pays en fonction du niveau de maturité de leur programme. Un manuel de procédures pour la fourniture de l'AT est en cours de validation et permettra de normaliser la fonction d'AT. Ainsi, l'UNFPA poursuit son engagement à délivrer une assistance technique de qualité répondant aux besoins spécifiques de chaque pays, ce qui a démontré sa flexibilité et sa grande capacité d'adaptation. C'est le défi qui devra être relevé en 2023.



ANNEXE

CADRE DE RÉSULTATS DU PROJET SWEDD - 2022

BENIN		BURKINA FASO		CÔTE d'IVOIRE		MALI		MAURITANIE		NIGER		TCHAD		CAMEROUN		GUINEE		REGIONAL	
Objectif	Résultat	Objectif	Résultat	Objectif	Résultat	Objectif	Résultat	Objectif	Résultat	Objectif	Résultat	Objectif	Résultat	Objectif	Résultat	Objectif	Résultat	Objectif	Résultat

Composante 1: Améliorer la demande régionale pour les services de santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile et renforcer le niveau d'autonomisation des femmes et des adolescentes

IODP#1: Taux de rétention scolaire des adolescentes inscrites dans les écoles secondaires bénéficiaires des interventions relatives à la scolarisation dans les zones d'intervention du projet.

85%	80,00%	97%	97%	98%	97,60%	90%	97,72%	95%	96,10%	88%	86%	88%	98,14%	99%	ND	60%	ND	88,70%	93,18%
-----	--------	-----	-----	-----	--------	-----	--------	-----	--------	-----	-----	-----	--------	-----	----	-----	----	--------	---------------

IODP#2: Pourcentage d'adolescentes et de femmes bénéficiaires des interventions dans les espaces sûrs qui ont de bonnes connaissances sur les conséquences néfastes des mariages d'enfant et des grossesses précoces ainsi que sur les avantages de l'espacement des naissances

87%	75,91%	80%	97,53%	98%	85,91%	85%	97,49%	98%	91%	94%	97,10%	80%	99,00%	55%	ND	60%	ND	80%	90,54%
-----	--------	-----	--------	-----	--------	-----	--------	-----	-----	-----	--------	-----	--------	-----	----	-----	----	-----	---------------

IRI#1: Nombre d'adolescentes ayant bénéficié d'au moins une des interventions relatives à la scolarisation (services de transport, hébergement, nourriture, fournitures scolaires, cours supplémentaires, (UCT) ou (CCT))

27000	30147	68714	68714	146160	68905	264 000	464355	50 000	156420	56471	21392	78600	63100	17700	4430	40000	0	748645	891 135
-------	-------	-------	-------	--------	-------	---------	--------	--------	--------	-------	-------	-------	-------	-------	------	-------	---	--------	----------------

IRI#2: Nombre de bénéficiaires ayant complété la formation dans les espaces sûrs (ES)

24000	19324	32511	11154	157370	42500	29 000	24200	27 000	9828	34000	29142	52613	124601	13523	0	10000	0	380017	260 749
-------	-------	-------	-------	--------	-------	--------	-------	--------	------	-------	-------	-------	--------	-------	---	-------	---	--------	----------------

IRI#3: Nombre d'adolescentes, de jeunes filles et de femmes ayant bénéficié d'au moins une intervention de support économique (formation professionnelle, crédit, subvention d'actif productif)

28970	24148	23621	4383	7500	2235	32 791	64886	5 000	3534	8500	3568	25000	35503	20250	2952	18000	0	169632	141 209
-------	-------	-------	------	------	------	--------	-------	-------	------	------	------	-------	-------	-------	------	-------	---	--------	----------------

IRI#4: Nombre de cas de VBG et pratiques néfastes dans les zones d'intervention du projet qui ont été référés pour prise en charge sanitaire, sociale, juridique, sécuritaire selon le processus de référencement en place

8000	0	100	0	2432	1066	300	3	80	170	50	0	180	143	1500	0	771	0	13413	694
------	---	-----	---	------	------	-----	---	----	-----	----	---	-----	-----	------	---	-----	---	-------	------------

Composante 2: Renforcer les capacités régionales pour la mise à disposition des produits de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle et de personnel sanitaire

IODP#3: Nombre de nouvelles utilisatrices d'une méthode de contraception moderne

100 000	150000	0	NA	80 797	82766	150 000	151586	50 000	43819	15 000	10147	97 974	186319	104000	7 184	67382	32346	665153	619 870
---------	--------	---	----	--------	-------	---------	--------	--------	-------	--------	-------	--------	--------	--------	-------	-------	-------	--------	----------------

IODP#4: Taux de rupture des produits contraceptifs dans les points de prestations de services dans les zones d'intervention du projet

30%	ND	ND	NA	15%	12%	15%	13,13%	30%	23,90%	49,97%	38,00%	40%	21,20%	30%	ND	10%	21,00%	24,44%	21,54%
-----	----	----	----	-----	-----	-----	--------	-----	--------	--------	--------	-----	--------	-----	----	-----	--------	--------	---------------

IRI#5: Nombre de pilotes testés pour la distribution selon une checklist des produits SRMNIN au dernier kilomètre

2	0	4	3	1	1	2	2	1	1	4	3	6	2	1	0	3	0	24	12
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	-----------

BENIN		BURKINA FASO		CÔTE d'IVOIRE		MALI		MAURITANIE		NIGER		TCHAD		CAMEROUN		GUINEE		REGIONAL	
Objectif	Résultat	Objectif	Résultat	Objectif	Résultat	Objectif	Résultat	Objectif	Résultat	Objectif	Résultat	Objectif	Résultat	Objectif	Résultat	Objectif	Résultat	Objectif	Résultat
Composante 3: Favoriser l'engagement politique et renforcer la capacité d'élaboration des politiques et de mise en œuvre du projet																			
IODP#5: Nombre de pays ayant adopté la budgétisation sensible au dividende démographique																			
1	0	1	0	1	0	1	1	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0	9	1
IODP#6: Nombre de cadres juridiques nationaux et régionaux en faveur de la scolarisation et du maintien des filles à l'école, de la santé reproductive des adolescents, et de l'abandon des VBG et des pratiques néfastes																			
2	3	2	0	3	0	2	2	2	1	1	1	9	11	2	0	2	0	25	18
IRI#7: Nombre de pays dotés d'un observatoire de dividende démographique fonctionnel																			
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0	1	0	8	7
IRI#8: Nombre de publications nationales et régionales en lien avec la transition démographique, les questions de population et le Dividende Démographique																			
4	2	5	1	22	14	50	56	24	19	41	18	29	50	6	0	4	3	185	163
IRI# 9: Nombre de leaders communautaires et religieux engagés à activement promouvoir la scolarisation et le maintien des filles à l'école, la santé reproductive des adolescents, et l'abandon des VBG et des pratiques néfastes																			
2310	1640	1931	2092	1200	695	5 200	5201	800	480	4260	1860	1843	2187	750	0	450	1000	18744	15 155
IRI# 10: Pourcentage de plaintes enregistrées qui sont réellement traitées																			
80%	Système en cours de mise en place	65%	Système en place mais 0 cas enregistré	85%	Aucune plainte enregistrée	98%	100%	95%	100%	75%	Système en place mais 0 cas enregistré	100%	90%	70%	Système en cours de mise en place	70	Système en cours de mise en place	85%	90,85%

RECOMMANDATIONS CRP 2022 : ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE

Recommandations	Etat de mise en œuvre	Supports	Prochaines étapes	Responsables
Rendre disponible l'information sur le mécanisme de financement de l'Assistance technique	Nous présentons le tableau récapitulatif des financements par pays et la contribution à l'UNFPA.	1. Tableau des financements SWEDD 2.docx	Tenir une session d'explication entre le président du CRP et la Directrice Régionale UNFPA WCARO	Coordonnateur STR
	Il faut remarquer que seul le Bénin dispose encore d'un Fund Code pays. La Côte d'Ivoire, le Cameroun, la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Tchad sont les pays du SWEDD 2 pour lesquels l'assistance technique est financée à partir de la convention OOAS/UNFPA. L'assistance technique au Sénégal, Togo, Niger, Burkina Faso, Congo et Gambie se fait également sur le financement du STR malgré le fait qu'ils ne soient pas concernés par la convention OOAS/UNFPA. De même, un troisième tableau présente les prévisions de décaissements sur ladite convention.	2. Tableau des prévisions des décaissements par pays 2021-2024.docx 3. Calendrier des décaissements de la convention UNFPA-OOAS.odt	Tenir une session avec la Banque Mondiale pour clarifier le mécanisme de financement de l'assistance technique des nouveaux pays	Coordonnateur STR
Impliquer les pays participants dans le processus d'évaluation de l'Assistance Technique	Plan d'assistance technique validé avec l'ensemble des pays	4. Présentation Plan de déploiement AT.pptx	Organiser un senior management meeting avec les Représentants des pays SWEDD sur le repositionnement de l'assistance technique	Coordonnateur STR et DRD
			Tenir dans chaque pays une réunion de présentation du plan d'AT au Comité national de pilotage et au ministre de tutelle	Représentants UNFPA
			Soumettre de façon trimestrielle des rapports sur la mise en œuvre de l'AT au président du CNP	Chargé du SWEDD à UNFPA
			Tenir une session d'évaluation du plan AT pays au Président du CNP en prélude au CRP	Représentants UNFPA
			Renforcer les mécanismes de Coordination de l'AT à tous les niveaux : → UGP et Bureau pays de l'UNFPA (mensuelle) → UGP, Bureau pays de l'UNFPA, STR et OOAS (chaque deux mois) → STR, OOAS, UA, IPs et BM (trimestrielle)	Responsable SWEDD du bureau pays UNFPA Coordonnateur STR Coordonnateur STR

Recommandations	Etat de mise en œuvre	Supports	Prochaines étapes	Responsables
Rendre disponible le plan opérationnel d'assistance technique et le mécanisme de coordination avec les pays selon les besoins spécifiques de chacun	<p>Après les sessions tenues avec l'équipe des TTLs en novembre 2021 à Dakar et la session de partage avec les Coordonnateurs le 14 novembre à Nouakchott, le processus suivant a été mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Participation effective des points focaux des bureaux pays UNFPA à l'élaboration des PTABs des UGP SWEDD → Concertation entre UNFPA bureau pays, UGPs et STR pour l'identification des activités des PTAs conjoints (avec parfois la participation des Représentants Résidents UNFPA) → Tenue de sessions bilatérales avec chaque UGP pour confirmer la liste des activités d'Assistance Technique du 24 au 26 novembre 2021. <p>Participation du Représentant UNFPA Tchad à la réunion du Comité National de Pilotage en charge de valider le PTBA 2022.</p>	<p>5. Note conceptuelle discussions sur l'AT avec les pays.docx</p> <p>7. Plan d'assistance technique STR 2022.xlsx</p>	<p>Coordination de l'AT :</p> <ul style="list-style-type: none"> → UGP et Bureau pays de l'UNFPA (mensuelle) → UGP, Bureau pays de l'UNFPA, STR et OOAS (chaque deux mois) → STR, OOAS, UA, IPs et BM (trimestrielle) 	<p>Responsable SWEDD du bureau pays UNFPA</p> <p>Coordonnateur STR</p> <p>Coordonnateur STR</p>
Renforcer les mécanismes de partage d'expériences entre les pays (plateforme virtuelle des ressources, voyages d'études, missions d'appui technique, création de fora d'échanges thématiques)	<p>Existence d'une plateforme de gestion des connaissances développée par le STR et comportant toutes les ressources produites dans le cadre du projet. Elle sera lancée en juin 2022</p> <p>Existence de 04 rosters de consultants qui seront mis à jour avec des expertises de chaque pays SWEDD</p> <p>En concertation avec les bureaux pays et la banque mondiale, un programme de missions d'échanges sera proposé</p> <p>Existence de communautés de pratiques sur : (i) CCSC, (ii) Espaces sûrs, CdM, CdfM, (iii) Maintien des filles à l'école, (iv) Accès aux opportunités économiques, (v) Suivi-Evaluation, (vi) les ONDD.</p>	<p>Lien plateforme : https://sweddkb.creg-center.org/</p> <p>Lien des rosters</p>	<p>Lancement de la plateforme</p> <p>Actualisation des rosters</p> <p>Elaborer un programme de missions d'échanges</p>	<p>STR Communication</p> <p>STR & UNFPA procurement</p> <p>STR</p>
Apporter un appui à la présidence du Comité Régional de Pilotage pour une efficacité soutenue de l'instance de gouvernance du SWEDD	<p>Un plan d'accompagnement de la présidence du CRP existe et est actualisé chaque année. Sur cette base un poste d'assistant technique du président est financé par le STR à travers le bureau pays UNFPA.</p>	<p>8. Plan d'accompagnement Présidence CRP 2021.docx</p>	<p>Actualisation du Plan d'accompagnement du Président du CRP pour 2022</p>	<p>STR</p> <p>Assistant technique du Président</p>
Accompagner la Banque Mondiale dans la mobilisation des partenaires pour élargir le financement des pays et fédérer les énergies contribuant à l'atteinte des objectifs du SWEDD.	<p>Suite à la réunion de Nouakchott avec les RECs et l'UA, un plan d'engagement des partenaires a été développé et soumis à la banque mondiale. Ce plan prévoit une rencontre avec tous les RECs en marge du sommet de l'UA de juillet 2022.</p> <p>De même, le STR participe aux missions d'identification et de préparation du SWEDD dans les nouveaux pays.</p> <p>Le STR mobilise également les expertises nationales et internationales pour l'accompagnement des pays.</p> <p>Les discussions sont en cours avec le Tchad pour l'organisation d'une table ronde de mobilisation de ressources additionnelles.</p>	<p>9. Rapport consultation avec les REC.docx</p>	<p>Suivi de la mise en œuvre du plan d'engagement des RECs</p>	<p>Coordonnateur STR</p>







SWEDD

AUTONOMISATION
DES FEMMES ET
DIVIDENDE
DÉMOGRAPHIQUE
AU SAHEL

SAHEL WOMEN'S
EMPOWERMENT
AND
DEMOGRAPHIC
DIVIDEND